

UNIVERSITÉ DE MONTPELLIER. — FACULTÉ DE DROIT

LA LÉGISLATION DE GUERRE
RELATIVE
AUX ACTES DE DÉCÈS DES MILITAIRES

THÈSE

pour le Doctorat (Sciences juridiques)

PAR

PIERRE CONDUZORGUES
Avocat à la Cour d'Appel de Nîmes

NÎMES
IMPRIMERIE A. CHASTANIER
12 — rue Pradier — 12

—
1921

UNIVERSITÉ DE MONTPELLIER. — FACULTÉ DE DROIT

LA LÉGISLATION DE GUERRE

RELATIVE

AUX ACTES DE DÉCÈS DES MILITAIRES

THÈSE

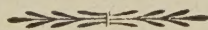
pour le Doctorat (Sciences juridiques)



PAR

PIERRE CONDUZORCUES

Avocat à la Cour d'Appel de Nîmes



NÎMES
IMPRIMERIE A. CHASTANIER
12 — rue Pradier — 12

—
1921

UNIVERSITÉ DE MONTPELLIER

FACULTÉ DE DROIT

MM. VALÉRY, doyen, professeur de Droit commercial, chargé
du cours de Droit international privé.
MOYE, professeur de Droit internat. public, assesseur.
CHARMONT, professeur de Droit civil (en congé)
MORIN, professeur de Droit Civil.
DONNEDIEU DE VABRES, professeur de Droit criminel.
BECQUÉ, professeur de Droit civil.
DE NESMES DESMARETS, professeur de Droit admi-
nistratif.
ROCHE-AGUSSOL, agrégé d'Économie politique.
BASTID, chargé de cours de Droit constitutionnel.
DIJOL, chargé de cours de Procédure.
VINCENT, chargé de cours de Droit romain.
SURET, chargé de cours d'Économie politique.
GUENOUN, chargé de cours d'Histoire du droit.
BOSC, chargé de cours de Droit civil.
VIALLETON, chargé de cours de Droit civil.
VIGIÉ et BREMOND, doyens honoraires.
LABORDE et CHAUSSE, professeurs honoraires.
ROCHETTE, secrétaire.

MEMBRES DU JURY

MM. BECQUÉ, *Président.*

MORIN

DE NESMES DESMARETS

} *Assesseurs.*

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses : ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

LA LÉGISLATION DE GUERRE

relative aux actes de décès des militaires

INTRODUCTION

La guerre avec l'Allemagne a été la cause de nombreuses modifications, les unes provisoires, les autres définitives, qu'ont subi, pendant son cours, et même après la signature du traité de paix les diverses branches de la législation française.

S'il est des réformes qui ont pu attendre la fin des hostilités, il en est beaucoup d'autres qui ont dû être réalisées pendant la guerre. L'Etat Civil, en particulier n'a pu attendre. Dans cette matière, en effet, les modifications apportées ont été considérables, et rendues nécessaires par les événements ; le nombre des naissances a fortement baissé pendant la période des hostilités, celui des mariages a beaucoup diminué, quant à celui des décès, il s'est accru dans des proportions énormes.

Le législateur a dû intervenir de bonne heure pour régler la situation de ceux qui, partis pour défendre leur patrie ont été mis dans l'impossibilité de communiquer avec l'intérieur du pays.

L'avance rapide des armées ennemies dans le nord de la France a isolé du restant du pays une grande quantité de communes, et cet isolement s'est prolongé pour certaines pendant toute la durée de la guerre. Ce fait ne s'étant pas encore produit jusqu'à ces dernières années, aucune disposition législative n'avait envisagé ce cas.

Devant l'impossibilité de se procurer des expéditions des actes de l'Etat Civil se trouvant en territoire occupé, on fut obligé d'y suppléer par d'autres moyens ; l'article 46 du Code Civil relatif à la perte des registres est devenu tout à fait insuffisant, et dès 1916, le législateur a dû se préoccuper d'y remédier au moyen d'actes de notoriété dressés par les juges de paix en présence de trois témoins. Ces mêmes actes de notoriété, dont la confection a été plus tard quelque peu modifiée par la loi du 20 juin 1920, servent actuellement à reconstituer les registres de l'Etat Civil qui ont été perdus pendant l'occupation ou détruits par l'envahisseur. Les juges de paix qui ont dressé de tels actes doivent en envoyer une expédition au Procureur de la République de l'arrondissement où se trouvait déposé l'acte auquel il a été suppléé. (Lois du 16 Mars 1916, 1^{er} Juin 1916 et 20 Juin 1920.)

A coté de ces dispositions générales, le législateur a dû intervenir dans les trois domaines de l'Etat Civil en particulier, dans les actes de naissance, les actes de mariages, les actes de décès.

Signalons dans les premiers la loi du 27 juillet

1917 qui a institué les « Pupilles de la Nation », titre donné aux enfants des soldats morts, disparus, ou blessés grièvement par suite de faits de guerre, ce titre de Pupilles de la Nation doit figurer sur les actes de naissance de ces enfants.

Dans les actes de mariage, la loi du 23 juillet 1916 a permis à ceux dont les parents étaient en territoire occupé par l'ennemi de contracter mariage malgré l'absence de consentement impossible à se procurer; la loi du 7 Mars 1910 sur le mariage des militaires, et enfin les lois du 4 Avril 1915, 19 Août 1915 et 7 Avril 1918 sur le mariage par procuration. Les militaires et marins présents sous les drapeaux et ne pouvant comparaître devant l'officier de l'Etat Civil, peuvent être remplacés par un fondé de procuration spéciale lorsqu'il existe des causes graves et sur l'autorisation du ministre de la justice et du ministre de la guerre ou de la marine.

Cette loi n'a pas eu toute la portée qu'elle aurait dû avoir, d'abord à cause de la circulaire du Garde des Sceaux, en date du 8 Avril 1915 qui oblige le fondé de procuration à remplir les conditions exigées pour les témoins par l'article 37 du Code Civil, (ceux qui remplissent ces conditions seront presque toujours eux-mêmes sous les drapeaux), ensuite par l'apparition quelques mois après sa promulgation des permissions de détente accordées périodiquement aux soldats sur le front et dans les dépôts.

Mais c'est surtout dans les actes de décès que la nécessité s'est faite sentir de légiférer.

Les dispositions du Code Civil à cet égard et celles de la loi du 8 juin 1893, relatives aux actes de décès dressés aux armées, étaient notoirement insuffisantes. Elles avaient été éditées en vue d'une guerre de courte durée comme celles qui avaient eu lieu jusqu'alors, et où les communications avec les pays occupés et même avec l'ennemi étaient possibles dans une certaine mesure. Or, les événements qui se sont déroulés ces dernières années ont suffisamment démontré qu'une telle législation était impraticable au cours d'une guerre qui a duré plus de quatre ans, guerre de tranchées établissant une cloison étanche entre les territoires occupés et l'intérieur du pays. C'est ainsi que l'alinéa 3 de l'article 95 dit que les registres tenus par les officiers « seront arrêtés au jour du passage des armées sur le pied de paix ou la levée du siège ».

Déjà avant la fin des hostilités un grand nombre de ces registres avaient été perdus ou détruits, et n'avaient pas été renouvelés.

La loi de 1893 s'est montrée particulièrement insuffisante pour permettre la déclaration judiciaire des décès dont l'acte avait été irrégulièrement dressé. Elle ne prévoyait que deux cas où l'on pouvait obtenir un jugement déclaratif de décès : à l'égard des marins ou militaires morts aux colonies ou dans les pays de protectorat, et lors des expéditions d'outre mer.

Le nombre considérable des actes de décès incomplets ou irréguliers dressés pendant cette guerre, de

même que le nombre des disparus a obligé le législateur à prendre des mesures beaucoup plus générales pour régler cette question si importante ; et c'est dans ce domaine que nous trouvons les lois les plus intéressantes : celle du 3 décembre 1915 relative aux jugements déclaratifs de décès des soldats dont l'acte a été irrégulièrement dressé, celle du 25 juin 1919, relative aux jugements déclaratifs de décès des disparus et à la déclaration d'absence, celles du 30 septembre 1915 et du 18 avril 1918 relatives à la rectification administrative des actes et jugements de décès des militaires et civils victimes de la guerre.

D'autres lois moins importantes ont été votées également pendant la guerre dont elles sont la conséquence, ce sont la loi du 2 juillet 1915 sur l'insertion dans les actes de décès de certains militaires de la mention « Mort pour la France », la loi du 1^{er} juillet 1918 sur les déclarations des témoins mineurs aux armées et la dispense pour l'Officier de l'Etat Civil de se transporter sur les lieux du décès, enfin la loi du 20 novembre 1919 relative à la transcription des actes de l'Etat Civil.

Nous bornerons notre étude aux réformes apportées dans les actes de décès par la législation de guerre et nous verrons comment les événements ont amené peu à peu le législateur français à créer des exceptions de plus en plus nombreuses aux dispositions du Code Civil de 1804 et à les étendre à un nombre toujours plus grand de personnes intéressées.

Nous étudierons dans 3 chapitres : 1° Les dérogations aux dispositions légales relatives à la rédaction des actes de décès ;

2° Les déclarations de décès par jugement ;

3° La rectification administrative des actes de décès et des transcriptions des jugements déclaratifs.

CHAPITRE PREMIER

Déroptions aux dispositions légales relatives à la rédaction des actes de décès

I. — Insertion dans les actes de décès de la mention « Mort pour la France »

En principe les actes de décès n'indiquent pas la cause du décès. Le Code civil l'a expressément ordonné en ce qui concerne les décès pour cause de mort violente, dans les prisons ou les maisons de réclusion, ou en cas d'exécution capitale (art. 83). De même l'art. 35 interdit aux officiers de l'Etat civil d'insérer dans les actes qu'ils reçoivent, toutes énonciations autres que celles qui doivent être déclarées par les comparants.

On rencontre cependant quelques rares exceptions : « L'Instruction du 23 juillet 1894 par l'exécution des dispositions du Code civil, des décrets et ordonnances applicables aux militaires de toutes armes » contient la phrase suivante : « Le genre de mort n'y sera relaté que si la mort a été occasionnée soit par des blessures reçues devant l'ennemi ou en service commandé, soit par les fatigues du service, soit par les

maladies contagieuses ou épidémiques contractées aux armées. »

Il faut noter aussi la circulaire du 17 août 1914 adressée par le ministre du Travail et de la Prévoyance sociale aux préfets : « Il importerait que, pour les militaires, la cause du décès fut précisée, soit par l'indication de la maladie, soit par les mentions : combattants, suites de blessures ou tué, suivant les renseignements recueillis. »

La même circulaire invite les maires à inscrire sur les bulletins de décès la mention « militaire. »

D'ailleurs on trouve des actes de décès venant du front contenant des énonciations telles que : Mort sur le champ de bataille, décédé par suite de blessures au bas ventre provoquant une hémorragie intense, et même d'autres dans le genre de celle-ci : « décédé par suite d'un cancer à l'estomac. »

Quoi qu'il en soit, le parlement était d'accord pour estimer qu'il fallait rendre hommage à la mémoire des héros tombés au champ d'honneur.

M. Thierry estima que le mot « décédé » dans sa sécheresse administrative était une « insulte ! » — « En substituant, disait-il, au mot « décédé », les mots « mort pour la patrie », on donnerait satisfaction à la conscience publique et au devoir que la nation a contracté envers ses nobles défenseurs. »

Remarquons d'ailleurs que le mot décédé s'applique indistinctement à toute personne quel que soit le genre de mort dont cette personne est frappée. Celui qui trouve une mort glorieuse sur le champ

de bataille n'a pas un acte différent de celui du criminel qui périt sur l'échafaud.

La loi du 2 juillet 1915 ordonne la transcription de la mention « mort pour la France » dans tous les actes de décès des militaires combattants, de ceux qui sont en arrière du front (médecins, ministres du culte, infirmiers et infirmières des hopitaux militaires et formations sanitaires) ainsi que de toute personne ayant succombé à des maladies contractées au cours des soins donnés aux malades ou blessés de l'armée, de tout civil tué par l'ennemi soit comme otage, soit dans l'exercice de fonctions publiques électives, administratives ou judiciaires, ou à leur occasion.

[Remarquons en passant que cette loi concerne les civils. Nous verrons en effet que d'autres lois postérieures (loi du 30 septembre 1915) ne mentionnent expressément que les militaires, et qu'il faudra attendre jusqu'au 18 avril 1918 pour voir l'extension des mesures apportées par la législation de guerre à la population civile des régions envahies].

L'énumération des personnes visées par la loi du 2 juillet se restreignait à un certain nombre de cas déterminés, elle ne s'applique pas aux victimes d'explosions d'engins fabriqués pour la défense nationale, pas plus qu'aux chimistes qui sont morts à la suite d'expériences sur les explosifs ou les gaz asphyxiants ; aux civils fusillés en masse dans certains villages du Nord et de l'Est par les allemands. Cependant la jurisprudence a singulièrement élargi le champ d'applica-

tion de cette loi puisque la mention « Mort pour la France » peut être insérée dans les actes de décès des civils tués par l'ennemi comme otages.

On peut lire également une réclamation parue dans l'« Œuvre » du 18 octobre 1915, concernant les soldats qui, gardant nos lignes de chemins de fer sont écrasés par les trains, et dans le « Journal » du 13 septembre 1915 une réclamation d'un député pour les militaires morts dans la zone de l'intérieur des suites de maladies contractées en service, soit contagieuses, soit produites par la fatigue excessive. Et à toutes ces omissions il faut ajouter les cas douteux.

Comment est assuré le fonctionnement de cette loi ? L'officier qui rédige l'acte aux armées doit nécessairement insérer la mention « Mort pour la France » dans l'acte de décès qui sera plus tard transcrit sur les registres de la mairie du dernier domicile du décédé. Dans les cas, peu nombreux d'ailleurs où un militaire décédé dans la zone de l'intérieur sera susceptible d'être « Mort pour la France, » un avis de l'autorité militaire peut être donné au maire pour l'inscription de cette mention. Si l'avis arrive une fois l'acte transcrit, un jugement est nécessaire pour rectifier cet acte.

Toutefois, en ce qui concerne les actes reçus et transcrits, avant le 2 juillet 1915, l'art. 2 de la loi dispense formellement de tout jugement.

Mais il peut arriver que la mention « Mort pour la France » ait été insérée soit dans l'acte de décès, soit en marge de cet acte par l'officier de l'Etat Civil

municipal de sa propre initiative. Il est certain que dans ce cas, s'il est prouvé dans la suite que cette mention a été mise par erreur, le Tribunal pourra en ordonner la radiation. Ainsi a-t-il été jugé par le Tribunal de la Seine le 4 janvier 1918. Cependant, si cette insertion a été faite par l'autorité militaire, le Ministre de la guerre ne peut en demander la radiation, bien qu'elle soit le résultat d'une erreur. Un jugement du Tribunal de la Seine, en date du 7 mars 1919 en a décidé ainsi : « Attendu, dit le jugement, que le Ministre de la guerre auquel la loi du 2 juillet 1915 reconnaît uniquement le droit d'émettre un avis sur l'opportunité de l'insertion de la mention dont s'agit, ne saurait à son gré, quand bien même il aurait commis une erreur, erreur que le Tribunal n'a d'ailleurs pas à apprécier, faire radier cette mention dans un acte de l'Etat Civil rigoureusement établi selon les prescriptions de la loi..... Que ce serait porter atteinte à un droit désormais consacré et dont bénéficie la famille du défunt. » (Dalloz. Recueil de jurisprudence. 6^e cahier 1920 2-84).

Ce jugement est en contradiction évidente avec la loi du 2 juillet 1915. Il est inadmissible, en effet, que le Ministre puisse, de sa propre autorité, insérer dans un acte de décès la mention « Mort pour la France » en dehors des cas limitativement prévus par l'article premier de cette loi.

Sans doute le Tribunal de la Seine a été inspiré par d'autres motifs, vraisemblablement le respect dû à la famille du soldat, mort pendant la guerre.

Une erreur de l'autorité militaire, même si elle émane du Ministre de la guerre, ne peut servir de motif à la violation d'une disposition législative, et précisément l'appréciation d'une erreur est une des causes qui servent le plus souvent de base aux instances devant les tribunaux.

On peut d'ailleurs se demander pourquoi le Ministre de la guerre a demandé au Procureur de la République de présenter requête au Tribunal, puisqu'en vertu de la loi du 18 avril 1918, dont nous parlerons plus loin, il peut opérer de lui-même par voie administrative toute rectification ne portant pas sur le fait du décès ou l'identité du décédé.

En l'espèce, le soldat Louis Durand, affecté à une usine de guerre était mort d'une broncho-pneumonie et non pas d'une « maladie contractée sur le champ de bataille ». Régulièrement donc, en vertu de la loi du 2 juillet 1915, la mention : « Mort pour la France », n'aurait pas dû être insérée dans l'acte de décès de ce militaire.

*II^e. — Déclaration de décès aux armées
par des témoins mineurs.*

Jusqu'en 1918, les témoins d'un décès figurant dans un acte de l'Etat Civil devaient, aux termes de l'article 37 du Code civil, être agés de vingt-et-un ans au moins. Il avait paru tout naturel au législateur de faire coïncider l'âge nécessaire pour témoigner avec celui de la majorité. Témoigner en effet, c'est affirmer, se porter garant des faits allégués par le déclarant ; ceci suppose que le témoin a atteint l'âge de discernement c'est-à-dire qu'il est capable de ne pas se laisser entraîner à affirmer pour véridiques des faits qu'il sait être inexacts, des énonciations qu'il sait être fausses ou même qu'il peut ignorer. A vingt-et-un ans toute personne est capable d'être témoin d'un acte de décès. Dans certains cas, pour la responsabilité pénale par exemple, l'âge de discernement est dix-huit ans.

Cette considération qui s'expliquait parfaitement en temps de paix devenait un obstacle à la rédaction des actes de décès aux armées. L'âge requis pour être soldat n'est plus vingt-et-un ans, il a été abaissé à vingt ans par la loi qui a rétabli le service de trois ans en 1913, et nombreux ont été les engagés volon-

taires de dix-neuf et dix-huit ans. Il était dès lors difficile d'admettre que celui qui a été reconnu apte à défendre son pays ne puisse pas être également apte à figurer sur un acte de l'Etat Civil.

Cette nécessité d'abaisser l'âge requis pour être témoin dans un pareil acte s'était certainement faite sentir dès le début de la guerre, et cependant ce n'est que le 1^{er} juillet 1918, quatre ans après, que fut promulguée la loi autorisant les mineurs à être témoins dans les actes de décès dressés aux armées.

Le nombre des actes dressés avec le concours de témoins mineurs est suffisant pour avoir motivé le vote de cette loi. Bien souvent c'est un mineur qui seul a été véritablement témoin du décès ; d'autres fois c'est l'officier chargé de l'Etat Civil aux armées qui a pris sur lui d'admettre un pareil témoignage, estimant avec juste raison d'ailleurs, qu'il était aussi valable que celui d'un autre soldat majeur.

Régulièrement les actes de décès, dressés dans de telles conditions n'avaient aucune force probante, et nécessitaient un jugement déclaratif de décès pour pouvoir être transcrits sur les registres de la commune du dernier domicile du défunt.

La loi du 1^{er} juillet 1918 a complété l'article 93 du Code par l'alinéa suivant : « Les déclarations de décès aux armées, peuvent, par dérogation aux articles 37 et 77 ci-dessus, être reçues bien que les déclarants ne soient point âgés de vingt et un ans au moins et que l'officier n'ait pu se transporter auprès de la personne décédée. » La tâche de l'officier de l'Etat Civil

aux armées est donc singulièrement allégée par cette loi.

L'art. 2 ajoute : « La disposition qui précède est applicable à tous les actes de décès qui auraient été dressés aux armées depuis le 2 août 1914. »

Cette retroactivité peut être invoquée même si avant la promulgation de la loi, un jugement est intervenu déclarant nul l'acte dressé avec un témoin mineur. Ainsi le 20 janvier 1920, la Cour de cassation a rejeté un pourvoi formé contre un arrêt de la Cour d'Alger rendu le 29 octobre 1917, arrêt décidant que l'acte de décès du soldat René Parison, tué le 17 septembre 1914 à Heurtebise, et dont le frère voulait épouser la veuve, paraissait « privé de toute valeur authentique par application de l'article 37 du Code Civil » (Gazette des tribunaux juin-juillet 1920 1-54).

Or il est un principe admis jusqu'ici par les commentateurs du Code : Demolombe déclare que la loi n'a pas prononcé la nullité des actes de l'État Civil qui ne seraient pas conformes à ses prescriptions. Elle établit bien des amendes, des peines contre l'officier public (art. 50-156), contre les parties quelquefois (art 192), et contre d'autres personnes encore (art. 346 du Code Pénal). mais la nullité de l'acte, elle ne la prononce par aucun texte.

On trouve aussi dans le « Manuel de l'officier de l'Etat Civil », année 1910, n° 196 cette affirmation : « La force probante est due à un acte de l'Etat Civil alors même qu'il serait entaché d'irrégularité ».

Dans le cas cité plus haut, la Cour de cassation rejetait le pourvoi formé, déclarant que la Cour d'Alger n'avait pu appliquer que la législation en vigueur le 27 octobre 1917, mais ne décidait pas que l'acte de décès pourrait être valable quoique irrégulier.

La loi du 1^{er} juillet 1918 a simplement pour but de régulariser des actes qui ont été dressés irrégulièrement, et il est certain que Parison peut intenter une nouvelle action basée sur une autre cause : la promulgation de la loi du 1^{er} juillet 1918, et cette fois le Tribunal sera dans l'obligation de déclarer valable l'acte de décès de son frère.

*
* *

*III. — Dispense pour l'officier de se transporter
auprès de la personne décédée.*

D'après le Code Civil, tout décès doit être constaté par l'officier de l'Etat civil, qui doit se transporter près de la personne décédée. L'article 77 est formel sur ce point, et la loi du 8 juin 1893 relative aux décès survenus dans les hôpitaux militaires ou les formations sanitaires porte dans son second alinéa : « L'officier de l'Etat Civil s'y transportera pour s'assurer du décès, et en dressera l'acte ».

Pratiquement il est impossible au Maire d'une commune de se transporter lui-même auprès de la personne décédée, et c'est un médecin qui dresse un certificat de décès que le déclarant apporte à la Mairie. Dans les grandes villes ce rôle est confié à certains médecins qui portent le nom de médecins de l'Etat Civil. Cette pratique qui existait en fait depuis longtemps déjà, a été consacrée législativement par la loi du 20 novembre 1919, mais à propos des actes de naissance seulement.

Cet usage était d'ailleurs constant à Paris même aussitôt après la promulgation du Code Civil, puisque il a été règlementé par un arrêté du 31 décembre 1821, et plus tard, en 1866, une circulaire du ministre de l'Intérieur prescrivait aux maires de toutes les

communes de déléguer un ou plusieurs médecins à cet effet.

Il est certain que les difficultés d'application des articles 77 et 80 du Code Civil qui existaient déjà en temps de paix se sont singulièrement aggravées au cours de la guerre, et surtout quand il s'agit pour l'officier de l'État Civil militaire de dresser des actes de décès de soldats tués sur le front.

La nécessité de dispenser l'officier de cette formalité était apparue bien longtemps avant la promulgation de la loi du 1^{er} juillet 1918, qui dérogeant à l'article 77 décide que les déclarations de décès aux armées peuvent être reçues bien que l'officier n'ait pas pu se transporter auprès de la personne décédée.

L'on se rend bien compte de cette nécessité si l'on jette un coup d'œil sur quelques spécimens d'actes de décès. Au début des hostilités, afin de faciliter le travail des corps de troupes et des services en campagne, des formules imprimées leur avaient été distribuées pour servir d'expéditions des actes de décès.

Ces imprimés portent en tête cette inscription : « Conformément à l'article 77 du Code Civil, nous nous sommes transportés auprès de la personne décédée et assurés de la réalité du décès ». Comme la plupart du temps cette formalité était rendue impossible, les officiers ont été amenés à barrer la mention imprimée et y substituer une autre mention manuscrite telle que : « Il nous a été impossible de vérifier le décès » ou bien « La constatation du décès prescri-

te par l'article 77 du Code Civil n'a pu être faite en raison de l'absence de l'officier de l'Etat Civil maintenu à l'arrière » ou encore « La déclaration a été trop tardive pour que la constatation du décès ait pu être faite » — « Constatation non faite en raison de l'éloignement du train régimentaire que commandait l'officier de l'Etat Civil ».

Parfois même, au lieu de biffer la formule imprimée, l'officier s'est borné à écrire au dessous : « Le décès a été impossible à vérifier », ce qui est une contradiction évidente, et amène des confusions et des retards considérables dans la transcription définitive sur les registres de la commune du dernier domicile du défunt.

On voit donc les difficultés d'application d'un texte qui depuis longtemps déjà était lettre morte, et le législateur a été heureusement inspiré en votant la loi du 1^{er} juillet 1918 dispensant l'officier de cette formalité souvent inutile et que les événements avaient rendu impossible.

Remarquons toutefois que l'article 77 n'a pas été abrogé, pas même remanié et que la loi du 1^{er} juillet n'intéresse que les actes de décès dressés aux armées, c'est-à-dire qu'elle ne peut plus, depuis la signature de la paix, recevoir d'application.

CHAPITRE DEUXIÈME

Déclaration des décès par jugement

I. — Jugements déclaratifs de décès en cas de mort certaine mais irrégulièrement constatée.

Nous avons vu qu'un acte de décès ne peut être dressé qu'après que la constatation de la mort de la personne décédée a été faite. Mais il y a des cas dans lesquels, bien que la mort soit certaine, il est impossible de retrouver le corps et de le présenter à un officier de l'État Civil ou à un médecin ; on peut alors faire déclarer judiciairement le décès, et le jugement rendu par le tribunal est transcrit sur les registres de la mairie et tient lieu d'acte de décès. Il a la même force probante. L'article 92, dans son dernier alinéa dit que « les jugements déclaratifs de décès tiendront lieu d'actes de l'État Civil et seront opposables aux tiers qui pourront seulement en obtenir la rectification conformément à l'article 99. »

C'est là une dérogation au principe que les décisions rendues en matière gracieuse n'ont pas autorité de chose jugée.

Le Code Civil n'avait institué qu'un seul procédé pour la constatation des décès ; c'était l'acte de l'Etat

Civil, les jugements déclaratifs de décès ne sont apparus que plus tard pour régler des cas particuliers, et depuis lors ils ont pris une grande extension.

Il faut rechercher l'origine de ce mode de constatation de décès dans la législation allemande. Le Code Civil allemand contient un texte général sur la matière des « Todeserklärungen » qui permet au juge de déclarer un décès quand les circonstances n'ont pas permis de dresser un acte de décès complet et conforme à la loi.

La première application qui fut faite en France des jugements déclaratifs de décès, remonte à 1813 et est relative au décès des mineurs disparus dans un accident. « Au cas où il est impossible de parvenir jusqu'aux lieux où se trouvent les corps des victimes, dit le décret du 3 janvier 1813, le Maire (ou tout autre officier public) dresse un procès verbal constatant cette circonstance. Ce procès verbal est transmis au Ministère public qui fait ordonner par les tribunaux son annexion aux registres ».

Le décret en question n'ordonne pas la transcription sur les registres de l'Etat Civil, il nous faut aller jusqu'à la loi du 8 juin 1893 pour voir ordonner cette formalité, qui est cependant indispensable pour le fonctionnement régulier des actes de l'Etat Civil, et nous avons vu que cette loi ne visait que deux cas spéciaux : les décès aux colonies ou dans les pays de protectorat, et les expéditions d'outre mer.

En ordonnant la transcription des jugements sur les registres de la Mairie, cette loi a donné aux ju-

gements déclaratifs de décès la force absolue des actes de l'Etat Civil.

Depuis lors, la législation française ne connaît que des dispositions législatives particulières à certains cas déterminés. L'article 87 du Code Civil, modifié par la loi du 8 juin 1893 parle des personnes inscrites au rôle d'équipage ou présentes à bord soit sur un bâtiment de l'État, soit sur tout autre bâtiment ; l'article 89 vise les décès aux colonies ou dans les pays de protectorat. Dans ces deux cas seulement lorsqu'il n'a pas été dressé d'acte régulier de décès, la constatation judiciaire du décès peut être demandée.

Et voilà les seules dispositions législatives réglant cette question depuis le Code Civil, dispositions, on le voit, très insuffisantes, la loi se bornant à quelques hypothèses très spéciales qui rendent son application excessivement rare. A vrai dire les cas visés par cette loi de 1893 sont heureusement exceptionnels.

La guerre a malheureusement démontré que les cas où un acte de décès ne pouvait être régulièrement dressé, étaient beaucoup plus nombreux ; on peut même affirmer que la grande majorité des actes de décès dressés au moment des grandes offensives pendant cette guerre sont incomplets, et cela se comprend si l'on envisage les difficultés à vaincre pour se procurer tous les renseignements exigés par la loi.

Le système inauguré par la loi de 1893 devait donc recevoir une extension considérable ; la nécessité s'en fit sentir dès le début des hostilités, et quelques mois seulement après, la loi du 3 décembre

1915 était votée et promulguée.

Cette loi a pour but de permettre la déclaration judiciaire du décès des soldats morts sur le front et dans des circonstances qui ont empêché la rédaction d'un acte de décès régulier, à condition toutefois que la réalité du décès soit bien certaine et que l'identité du décédé ne soit pas douteuse.

Dans la pratique, on a pris l'habitude de désigner par « acte de décès » les actes réguliers et complets, et par « procès verbal de décès », ceux pour lesquels certaines énonciations requises par la loi n'ont pu être remplies.

On va voir, par les développements qui vont suivre, combien était difficile la tâche de l'officier de l'Etat Civil aux armées, et l'impossibilité ou il était la plupart du temps de dresser un acte de décès régulier.

Très fréquemment, au cours de la guerre, le décès d'un militaire tué sur le champ de bataille n'a pu être légalement constaté. Il en est résulté une grande incertitude, principalement en ce qui concerne la succession du militaire et la faculté pour sa femme survivante de contracter un nouveau mariage. Cette situation, très pénible pour de nombreuses familles n'a pris fin qu'au mois de décembre 1915.

La loi du 3 décembre 1915 est heureusement intervenue pour faire déclarer judiciairement le décès des militaires dont la mort n'était pas douteuse.

Parfois même le cas s'est produit où l'acte avait été dressé, mais le registre avait été perdu ou

détruit avant qu'une expédition ait pu en être envoyée. Mais le cas le plus fréquent est certainement celui où l'acte n'a même pas été dressé, soit que l'officier n'ait pu se transporter sur les lieux, soit qu'il eut été impossible de réunir le nombre de témoins voulu par la loi, soit que les témoins ou l'un d'eux n'ait pas la capacité légale. Nous avons vu que cette dernière disposition a été réglée par la loi du 1^{er} juillet 1918 qui autorise les mineurs à être témoins dans les actes de décès dressés aux armées.

Généralement l'officier, dans l'impossibilité de dresser un acte régulier n'a fait qu'enregistrer une déclaration de décès. Un procès verbal joint à cette déclaration mentionne les circonstances de la mort toutes les fois qu'il est possible de le faire, relate pour chaque cadavre inhumé le numéro matricule, les noms, prénoms et autres renseignements inscrits sur la plaque d'identité, et, s'il y a lieu les autres indices, tels que les marques sur les vêtements, etc.. de nature à établir plus tard l'identité du défunt.

Malheureusement il n'en a pas toujours été ainsi, et de nombreux cadavres principalement dans les premiers mois de la guerre, ont été ensevelis sans même qu'on prenne la peine de leur retirer leur plaque d'identité.

Quoiqu'il en soit ces procès verbaux étaient transcrits sur les registres de l'Etat Civil, et une expédition en était envoyée au Ministère de la guerre. Ils

n'ont aucune force probante, mais ont été souvent d'une grande utilité pour permettre aux tribunaux de déclarer constant le décès du militaire en question car dans tous ces cas, le décès est bien certain quoique l'acte n'ait pas été dressé. On rapporte même le cas d'un officier pour lequel il n'avait été dressé qu'un procès-verbal de constatation de décès, or tout le régiment assista aux obsèques solennelles, le colonel prononça un discours sur la tombe. Ces faits ont été notés aux archives du corps, et cependant cet officier n'a pu être considéré comme « légalement mort » que longtemps après, lorsqu'un jugement déclaratif de décès eut été rendu.

Nous avons vu que souvent les formules qui se trouvaient en tête des imprimés d'actes de décès aux armées étaient radiées, transformées, ou même que des mentions contradictoires étaient ajoutées au dessous, ce qui obligeait le maire qui recevait de pareils actes de décès à les retourner au Ministre de la Guerre pour supplément d'enquête, ainsi qu'il est prescrit par la loi du 30 septembre 1915 que nous étudierons plus loin.

Dans de telles conditions, lorsqu'un acte de décès contient de pareilles mentions, il n'a aucune force probante, et il est nécessaire dans ce cas de faire déclarer constant par les tribunaux le décès.

Cependant, le Ministre de la Guerre, dans une réponse à une question écrite parue au journal officiel du 15 février 1916 déclare que dans le cas précité « la valeur probante du décès ne saurait être

diminuée quand il a été dressé sur les déclarations de deux témoins et contient toutes les mentions essentielles prescrites par les articles 34 et 79 du Code Civil. »

Ces actes incomplets ou contradictoires sont assez nombreux, particulièrement après de grandes batailles, où la quantité des morts a été considérable, et où les inhumations n'ont pu avoir lieu que longtemps après le décès. Il est alors très difficile de dresser un acte complet pour chaque soldat mort et les familles ont eu dans ces cas des difficultés extraordinaires pour obtenir un jugement déclaratif de décès. Souvent l'officier d'administration de la formation sanitaire chargé de procéder aux inhumations des militaires tombés sur le champ de bataille a dressé un procès verbal collectif de constatation de décès.

Ce procès verbal collectif est ensuite détaillé et fait l'objet d'un rapport particulier pour chaque soldat, contenant tous les renseignements utiles qu'on a pu recueillir sur son compte, et qui sera inscrit sur les registres du corps.

Bien qu'on ait affirmé à plusieurs reprises que les actes ainsi dressés n'aient aucune force probante, quelques tribunaux ont jugé en sens contraire. C'est ainsi que le Tribunal de Muret, par jugement du 7 octobre 1916, a rejeté une requête tendant à faire prononcer judiciairement le décès du soldat Dejean Léon tué le 15 septembre 1914, à Vitry-le-François, par les motifs que le procès verbal de l'officier d'administration constituait un acte de décès se suffisant

à lui-même et remplissant toutes les conditions exigées par l'article 93 du Code Civil, que la loi du 3 décembre 1915 ne devait s'appliquer, au surplus, qu'au cas de présomption de décès, et non au cas de décès constaté comme il l'avait été dans l'espèce. Il est vrai que les faits sur lesquels s'appuyait le Ministre de la guerre pour faire prononcer le jugement étaient indiscutables : A la mort du soldat Dejean, correspondait sa disparition à son corps, on avait retrouvé sur lui toutes les pièces nécessaires pour établir son identité ; deux officiers du régiment avaient été témoins du fait, les objets recueillis sur son cadavre avaient été transmis à sa famille par le service des successions militaires sans soulever aucune objection.

Cependant la Cour de Toulouse, saisie, rendait un arrêt affirmatif et déclarait constant le décès du soldat Dejean. « Attendu, dit l'arrêt, que le tribunal s'est mépris sur la portée du procès-verbal du 15 septembre 1914, que cet acte ne constitue nullement un acte de décès, que notamment il ne renferme pas toutes les énonciations requises par l'article 79 du Code Civil ; qu'il établit seulement la présomption du décès du soldat Dejean ; qu'à ce titre il donne légitimement ouverture à l'application de la loi du 3 décembre 1915, laquelle doit jouer toutes les fois qu'il n'a pas été dressé d'acte régulier de décès. »

Notons également une circulaire du Garde des Sceaux, en date du 23 septembre 1919 autorisant les veuves de guerre à contracter un second mariage alors même que la mort de leur mari n'est attestée

que par un certificat de décès émanant de l'autorité militaire et sans attendre un jugement déclaratif de décès.

L'officier de l'État Civil de la commune où doit se célébrer ce second mariage doit au préalable renvoyer ce certificat à l'autorité militaire qui l'a établi, s'il a plus d'un mois de date, en le priant de faire connaître qu'elle ne possède pas de nouveaux renseignements de nature à mettre en doute la réalité du décès.

Cette dernière disposition quoique très sage, n'a pas été toujours suffisante, et les cas de bigamie, conséquences de cette circulaire ont été nombreux.

Remarquons qu'il est au moins extraordinaire qu'une circulaire ministérielle puisse déroger à une loi, puisque l'article 147 du Code civil ne permet pas de contracter un second mariage avant la dissolution du premier. Cette dissolution peut être la conséquence de la mort du premier mari qui ne peut elle même être prouvée que par la production d'un acte de décès régulièrement établi, ce qui n'est pas le cas ici.

Un grand nombre d'actes de décès dressés par les officiers gestionnaires d'hôpitaux militaires sont également incomplets, et nécessitent un jugement déclaratif de décès. Lorsqu'un décès, en effet, se produit dans un hôpital, l'officier, après l'avoir constaté sur les registres de l'hôpital, doit en envoyer deux copies: l'une au Ministère de la Guerre, bureau des archives, l'autre au Maire de la commune du dernier domicile du défunt. Ces copies ont le caractère de simples

renseignements. L'acte de décès n'est régulièrement établi que par la déclaration que doit en faire l'officier gestionnaire à la Mairie de la commune dont dépend l'hôpital, et le Maire l'établit sur l'attestation de deux témoins. C'est la copie de cet acte établi par le Maire, et non celle des registres de l'hôpital qui est ensuite transmise au domicile du défunt (art. 80 Code Civil). Certains Maires, dans l'ignorance de la loi ont transcrit sur leurs registres les avis de décès provenant de l'hôpital c'est ; ainsi que le Maire de Bougival a transcrit sur les registres de décès de cette commune un extrait du registre de décès de l'hôpital militaire de Bayonne concernant le soldat Antoine Philibert, du 21^e régiment d'infanterie coloniale, décédé à cet hôpital le 17 septembre 1914. Le tribunal de Versailles, par jugement en date du 21 octobre 1916, décide que ces transcriptions étaient sans existence légale et ordonna leur radiation sur les registres de l'État Civil de la commune de Bougival, attendu que les extraits de ces registres sont délivrés à titre de renseignements, qu'ils ne peuvent être des actes de l'État Civil... et qu'il ne peut en être déiivré aucune expédition.

Telles sont les difficultés rencontrées par les officiers de l'État Civil, soit aux armées, soit dans l'intérieur du pays pour dresser un acte de décès régulier. La loi du 3 décembre 1915 était donc une nécessité, elle fonctionne encore aujourd'hui, et a permis de déclarer constant le décès d'un nombre considérable de militaires.

Quelle est la procédure suivie pour saisir le Tribunal et l'amener à rendre un jugement déclaratif de décès ? Que la demande soit introduite par la famille ou d'office, le Ministre des Pensions rassemble les renseignements parvenus de l'autorité militaire, et envoie un questionnaire à la mairie du dernier domicile du décédé, afin de vérifier si les renseignements fournis dans le procès-verbal de décès sont exacts. En demandant à la famille du défunt et en consultant les registres, le Maire peut éclairer le Ministre et éviter ainsi les confusions résultant par exemple de cas d'homonymie qui sont très nombreux.

Nous verrons d'ailleurs les difficultés qu'a rencontré cette pratique, en particulier la difficulté pour les Maires de retrouver la famille du défunt dans les grandes villes ou dans les agglomérations qui étaient derrière le front et dont les habitants étaient partis devant l'avance des armées ennemies sans qu'on put savoir où les retrouver.

En possession de ces renseignements contrôlés, après avoir retourné parfois le dossier à l'autorité militaire qui avait établi le procès verbal de décès pour supplément d'enquête si cette formalité paraissait nécessaire, le Ministre des pensions complète le dossier par l'adjonction d'une expédition de l'acte de naissance établi sur papier libre et d'une expédition de l'acte de mariage s'il y a lieu.

Un état signalétique des services, délivré par le corps est joint au dossier.

Toutes ces pièces n'ont d'autre but que d'établir

d'une façon certaine l'identité du défunt. Si le fait même du décès peut être mis en doute, il y a lieu d'appliquer la loi du 25 juin 1919 qui règle la situation des disparus et que nous étudierons plus loin.

Le dossier est alors complété, dans certains cas, par les demandes ou les réclamations de la famille intéressée, adressées au ministre en vue de hâter la procédure ; il est ensuite expédié au Parquet de la Cour dans le ressort de laquelle se trouve le Tribunal compétent, c'est à dire celui du dernier domicile du défunt.

Ce dossier parvient ainsi au Parquet du Tribunal compétent qui fait lui-même une enquête auprès du Maire afin de s'assurer une fois de plus de la véritable identité du décédé, et si le dernier domicile légal est bien celui indiqué par le Ministre. Cette enquête du Parquet est nécessaire, car nombreux sont les dossiers qui contiennent des erreurs sur ce point.

Si la réponse du Maire est affirmative, le Parquet adresse au Tribunal une requête dont le modèle est joint à cet ouvrage. [Ces imprimés qu'on continue à employer ne sont pas en harmonie avec les dispositions de la loi du 20 novembre 1919, qui décide que seul le dispositif du jugement, mais un dispositif très détaillé, doit être transmis au Maire.]

Un extrait du dispositif du jugement rendu est transmis à la mairie et transcrit sur les registres de l'année courante de la commune, et mention en est faite à la suite de la table annuelle des registres de

l'année du décès. Nous retrouverons ces dispositions en détail en étudiant plus loin la loi du 20 novembre 1919.

Voici d'ailleurs, à titre de renseignements complémentaires, la liste des pièces qui composent les dossiers envoyés par le Ministre des Pensions aux Procureurs Généraux :

1.) Une lettre d'envoi au Procureur Général contenant toutes les énonciations nécessaires (nom, prénom, grade, corps, date et lieu du décès, dernier domicile légal). Elle est accompagnée d'une note de renseignements à retourner au Ministre après que le jugement a été rendu. Une mention indique qu'il y a lieu, de provoquer auprès du tribunal compétent un jugement déclaratif de décès dans lequel il y aura lieu (ou non) d'indiquer que le militaire dont il s'agit est « Mort pour la France. » Elle indique aussi si la demande émane de la famille ou si elle a lieu d'office. Nous verrons plus loin la différence que fait le Ministre des Pensions entre ces deux demandes. Elle termine en général par une série d'observations sur l'orthographe, le rang des prénoms, le dernier domicile, etc ;

2.) Un procès verbal de décès indiquant les circonstances dans lesquelles le défunt, a trouvé la mort. On trouve parfois aussi un acte de disparition accompagné d'un compte rendu d'exhumation ;

3.) Un questionnaire imprimé sur l'État Civil du décédé et les renseignements militaires expédié par le Ministre des Pensions et rempli par le Maire qui interroge la famille du défunt ;

4.) Un état signalétique des services, délivré par le corps ;

5.) Une expédition de l'acte de naissance ;

6.) Une expédition de l'acte de mariage si le défunt était marié.

Remarquons que les dossiers des militaires disparus, dressés par application de la loi du 25 juin 1919, que nous étudierons plus loin, comportent les mêmes pièces avec une seule différence : Le procès verbal de décès est remplacé par un « acte de disparition ».

Cet acte de disparition n'a pas la même netteté que le procès verbal de décès ; souvent il est dressé plusieurs années après la disparition et porte seulement ces mots : « Le soldat X..., a été porté disparu ».

En général un supplément d'enquête permet d'établir approximativement la date et le lieu de la disparition. C'est cette date que le jugement déclarera être celle du décès. Elle a donc une grande importance.

Nous venons de voir que la loi du 3 décembre 1915 donne le droit de faire constater judiciairement le décès des militaires victimes de la guerre ; mais cette constatation ne peut avoir lieu que si les preuves fournies à l'appui de la demande sont suffisantes pour ne laisser aucun doute sur la réalité du décès.

Lorsque le décès d'un militaire tué sur le champ de bataille n'a pu être légalement constaté, la déclaration judiciaire ne peut être prononcée que s'il existe une conviction absolue sur la mort.

Ainsi le tribunal doit surseoir à statuer jusqu'à ce qu'une enquête administrative ait établi la réalité du décès, alors que le procès verbal de décès a été dressé par l'officier de l'Etat Civil aux armées sur la déclaration de deux témoins dont l'un était mineur (antérieurement à la loi du premier juillet 1918, dont nous avons déjà parlé) que cet officier n'a pu s'assurer personnellement du décès, que la famille n'a eu connaissance d'aucun renseignement sur les circonstances de la mort et qu'aucun objet se trouvant en possession du décédé ne lui a été transmis. Ceci résulte des travaux préparatoires de la loi du 8 juin 1893, modifiant les articles 80 et 86 à 92 du Code Civil.

Le Tribunal de Chalons-sur-Saone, saisi d'une requête en vue de faire déclarer le décès du soldat Louis-Joseph Letourneau, tué au bois de la Grurie le 11 mai 1915, et estimant que les preuves du décès étaient insuffisantes, a rendu un jugement négatif. En l'espèce, il n'était produit à l'appui de cette requête que le procès verbal dressé aux armées par l'officier de l'Etat Civil du régiment sans autres renseignements. De plus, le Tribunal estimant que les circonstances ne permettaient pas de faire édifier sur le front une enquête judiciaire, que seule une enquête administrative, d'ailleurs prévue aux articles 87 et 88 du Code civil pourrait établir la réalité du décès de Letourneau, décida de surseoir à statuer sur la requête jusqu'après l'édification de l'enquête administrative dont il s'agit. Il est à

remarquer ici que le Tribunal n'a pas qualité pour ordonner cette enquête administrative, il appartient à l'intéressé seul de la provoquer en s'adressant directement au Ministre de la Guerre.

Les demandes de déclarations judiciaires de décès peuvent être présentées, soit par les familles par l'intermédiaire d'un avoué, soit par le Ministre de la Guerre : Dans ce second cas, l'instance est envoyée soit d'office, soit sur la demande de la famille. Une circulaire du Garde des Sceaux aux Procureurs Généraux, en date du 28 septembre 1917 explique qu'en ce qui concerne les demandes d'office, un choix est fait parmi les dossiers des militaires dont l'État Civil n'a pas été régularisé, et seuls sont soumis à l'autorité judiciaire des documents ne laissant subsister aucun doute sur la mort. D'ailleurs dans les formules employées par le Ministère, la présomption de décès est formellement déclarée.

En ce qui concerne les requêtes présentées sur la demande des familles, les mêmes déclarations formelles sont faites dans la plupart des cas. En effet, le Service Général des Pensions a l'habitude, lorsque la preuve du décès n'est pas suffisamment établie, de prévenir directement la famille intéressée que le dossier n'est pas en état d'être présenté à l'autorité judiciaire. Cette méthode a été adoptée pour que les tribunaux n'aient pas à se préoccuper d'affaires dans lesquelles des doutes sérieux, soit sur le sort du militaire, soit sur son identité, pourraient s'élever.

Ce n'est que dans les cas, d'ailleurs très rares, où

une famille insiste pour qu'un décès non certain soit constaté par la voie judiciaire, que la demande est présentée malgré les doutes qui subsistent.

Il faut remarquer que ces instructions de 1917 ont beaucoup perdu de leur utilité, car la loi du 25 juin 1919 permet aux tribunaux de déclarer le décès constant, sous certaines conditions que nous étudierons plus loin. On n'envisage pas la certitude du décès, la présomption suffit.

La loi du 3 décembre 1915 a joué un rôle considérable depuis sa promulgation, elle est encore aujourd'hui d'une application journalière pour les tribunaux. Le nombre des requêtes présentées est encore très grand. Dès le courant de l'année 1920, le nombre reçu au Parquet Général de Nîmes, s'élève à 4228 et depuis le début de la nouvelle année la proportion n'a pas diminué.

Les jugements déclaratifs de décès sont soumis à transcription à leur date sur les registres de l'Etat Civil du dernier domicile, ou, si celui-ci est inconnu à Paris, à la Mairie du 1^{er} arrondissement. En outre il doit être fait mention du jugement et de sa transcription en marge des registres à la date du décès. Ils produisent les mêmes effets et ont la même valeur que les actes de décès, ils sont donc opposables aux tiers bien que ceux-ci n'aient pas été parties à l'instance. Cela résulte d'ailleurs de l'article 92 in fine et nous avons vu que c'était une dérogation au principe que les décisions rendues en matière gracieuse n'ont pas autorité de chose jugée s'il y a lieu,

par la suite, à rectification d'un jugement déclaratif de décès, notamment si le prétendu décédé venait à reparaître, cette rectification pourrait être faite par voie administrative conformément à la loi du 18 avril 1918.

* *
*

II. — Déclaration d'absence et jugements déclaratifs de décès en cas de disparition.

De même que nous avons vu l'insuffisance des dispositions du Code Civil relativement aux constatations de décès par jugement, de même nous retrouverons la même insuffisance en ce qui concerne les déclarations d'absence.

D'après le Code Civil, l'absent est celui qui a disparu de chez lui sans qu'on ait eu de ses nouvelles, de sorte qu'on ne sait pas s'il est mort ou vivant. L'absence a donc ici un sens spécial qu'il importe de ne pas confondre avec la non présence. La personne disparue et dont le décès est certain, mais non constaté légalement est en état d'absence. Cette situation est des plus angoissantes pour la famille de l'absent et des plus précaires pour ses intérêts matériels.

Le Code Civil règle la situation des absents d'une façon très compliquée et peu pratique, qui pouvait peut-être se comprendre en 1804, mais qui depuis est devenue notoirement insuffisante. D'ailleurs les cas d'absence étaient devenus de plus en plus rares, et les causes qui motivaient le plus souvent cette situation avaient été de bonne heure réglementées par

la loi du 8 juin 1893 qui permettait d'obtenir, comme nous l'avons déjà vu des jugements déclaratifs de décès.

La procédure instituée par le Code est des plus compliquée et des plus longue, puisqu'elle dure trente ans. Le législateur a divisé l'absence en trois périodes ; elle ne devient un état de droit, produisant des conséquences juridiques qu'après un jugement déclaratif d'absence. Avant cette déclaration judiciaire de l'absence, la personne dont on n'a pas de nouvelles n'est pas encore considérée comme étant véritablement absente, on dit qu'elle est simplement « présumée absente, » et la période qui précède le jugement porte le nom de « présomption d'absence. » La durée de cette période est de 5 ou 11 ans selon que l'absent a laissé un mandataire ou non.

Des mesures sont prises par le tribunal pour veiller aux intérêts de l'absent ; la loi considère que la présomption de vie est plus forte que la présomption de mort, et les mesures prises par le tribunal ont un caractère purement conservatoire.

Si l'absence se prolonge au delà de 5 ou 11 ans selon le cas, il y a tout lieu de penser que l'absent ne reviendra pas, et la présomption de décès l'emporte. Dès lors, le législateur s'occupe beaucoup plus des intérêts des personnes présentes, et la protection de l'absent, sans cependant disparaître, est mise en quelque sorte au second plan.

Sur la demande des personnes intéressées, l'absence est constatée officiellement, c'est la période de l'ab-

sence déclarée et tout se passe comme si l'absent était décédé : sa succession est ouverte et ses héritiers sont envoyés en possession de ses biens, ils n'en-sont cependant pas propriétaires et n'ont le droit de faire que des actes d'administration. Cette situation cesse par le retour de l'absent qui reprend ses biens, les héritiers ne conservant qu'une partie des revenus.

L'envoi en possession définitif ne peut avoir lieu que trente ans après l'envoi provisoire ou cent ans depuis la naissance de l'absent. On estime à ce moment là que la mort est certaine. Et cependant si l'absent reparait il doit reprendre possession de ses biens dans l'état où ils se trouvent.

Tel est en quelques mots le système du Code Civil. Il est comme, on peut s'en rendre compte, d'une longueur exagérée, et il n'existe aucun moyen de faire déclarer le décès de l'absent, quand bien même on aurait la certitude de sa mort.

Le système français est peut être le seul où une déclaration judiciaire de décès ne puisse intervenir.

On comprend donc facilement que dans une guerre, où les cas de disparition sont toujours très nombreux, les dispositions du Code Civil sont insuffisantes.

Cette nécessité n'est pas nouvelle, puisque déjà le sort des disparus à la suite d'opérations militaires, a été réglé par deux lois, celle du 13 janvier 1817, et celle du 9 août 1871.

Après les guerres du Premier Empire, surtout après la désastreuse retraite de Russie, il y avait eu de nombreux disparus parmi les militaires et indivi-

dus attachés au service des armées. La loi du 13 janvier 1817 permit soit de faire déclarer judiciairement le décès de ces disparus lorsqu'il n'y avait pas eu de registres ou qu'ils avaient été tenus d'une façon irrégulière, soit de faire prononcer la déclaration d'absence en simplifiant les formalités et les délais prescrits par le Code Civil.

Il résultait des dispositions de cette loi que la déclaration d'absence pouvait être prononcée à condition que la disparition remontât à plus de deux ans lorsqu'elle avait eu lieu en Europe, et de quatre ans si elle avait eu lieu hors d'Europe.

Le jugement pouvait être rendu un an après que la requête introductive d'instance avait été rendue publique par une insertion au « Journal Officiel » ; mais aucune modification n'avait été apportée en ce qui concerne l'envoi en possession définitif qui ne pouvait avoir lieu que trente ans après la déclaration d'absence, conformément aux dispositions du Code Civil.

Après la guerre de 1870, une loi du 9 août 1871 remit en vigueur les dispositions de la loi du 13 janvier 1817 à l'égard des militaires qui avaient disparu depuis le 19 juillet 1870 jusqu'au traité de paix du 31 mai 1871. Une disposition en étendait l'application aux français qui avaient disparu dans le même laps de temps par suite de faits de guerre.

La guerre que nous venons de subir a remis la question à l'ordre du jour, et après la signature de l'armistice une grave question se posait pour le législateur : celle de régler la situation de ceux dont

on n'avait plus de nouvelles et dont le décès n'avait pu être déclaré. Ce fut l'objet de la loi du 25 juin 1919 qui permet d'une part de faire déclarer l'absence des disparus en abrégeant singulièrement les formalités et les délais du Code Civil, d'autre part de faire déclarer le décès des disparus sous certaines conditions.

Le nombre des militaires qui sont considérés comme disparus depuis le commencement des hostilités et pour lesquels il a été dressé des certificats de disparition est considérable, il s'élève à 250.000 environ. Malheureusement, le plus grand nombre d'entre eux doivent être considérés comme ayant été tués, et si un acte de décès n'a pas été dressé, c'est que ce décès n'a pu être légalement constaté. On pouvait espérer que la loi du 3 décembre 1915 permettrait de régulariser la situation d'un grand nombre, mais nous avons vu que la jurisprudence, appliquant cette loi d'une façon restrictive, exige, pour prononcer la déclaration d'un décès, une conviction absolue sur sa réalité. Cette conviction ne peut résulter que de preuves matérielles et de dépositions de témoins, ce qui, dans la plupart des cas, est impossible à fournir, surtout en ce qui concerne les combats qui ont eu lieu au commencement des hostilités. A cette époque, les inhumations ont été faites sans qu'on fasse aucune recherche sur le corps des militaires tués, et les médailles ainsi que les livrets militaires n'étaient pas retirés. Des exhumations ont permis, il est vrai, d'identifier un

grand nombre de militaires, mais malgré cela, il en est beaucoup dont l'acte de décès n'a pu être établi et dont les présomptions de mort ne sont pas suffisantes pour permettre une déclaration judiciaire de décès.

Il faut ajouter les civils qui ont été tués en arrière du front allemand ou dans les pays envahis, les prisonniers tués en Allemagne, dans les mines ou sur le front russe, et pour lesquels un acte de décès n'a pas été établi. Ils sont considérés comme disparus.

A l'égard de tous ces disparus, il n'est pas possible de recourir aux longues formalités prescrites au Code Civil pour la déclaration d'absence.

Après quatre ans de guerre, et en présence du nombre considérable de militaires et de civils disparus, la situation était analogue, quoique plus angoissante, à celle qui suivit les guerres de l'Empire et de 1870.

Le Ministre de la Justice, dans la séance de la Chambre des députés du 12 juillet 1917 avait déposé un projet de loi relatif à la déclaration d'absence des individus disparus pendant la durée des hostilités, projet qui s'inspirait surtout, dans la plupart de ses dispositions, de la loi de 1817.

Ce projet était insuffisant en présence du grand nombre de disparus résultant de la guerre actuelle. Il est certain que toutes ces déclarations d'absence, que les tribunaux mettraient longtemps à régler,

seraient très préjudiciables aux intéressés.

D'autre part, il faut remarquer que la déclaration d'absence, même suivie d'envoi en possession définitif, n'a pas pour effet de dissoudre le mariage, et est, par conséquent un obstacle insurmontable à un second mariage et à la repopulation de notre pays si éprouvé. De plus cette situation est très préjudiciable à la reprise de la vie économique.

La loi du 25 juin 1919, à côté de la déclaration d'absence, prévoit également la déclaration judiciaire de décès ; comme la procédure de la première est longue et compliquée, bien que les formalités soient simplifiées et les délais considérablement réduits, comme elle n'aboutit qu'à un résultat précaire à tous les égards, il est certain qu'en fait, les parties intéressées recourront toutes les fois qu'elles le pourront au mode plus simple et plus rapide de la déclaration judiciaire de décès.

La famille du disparu ne fera pratiquement déclarer l'absence que si elle a conservé, malgré tout, quelque espoir de le revoir.

La loi s'applique aux militaires et aux marins qui ont cessé de paraître à leur corps, au lieu de leur domicile et de leur résidence dans la période comprise entre le 2 août 1914 et la date du décret de cessation des hostilités. Elle s'applique également aux civils disparus pendant le même laps de temps, mais sous la condition expresse que leur disparition aura été causée par un fait de guerre.

La même condition est posée par l'article 9 en

ce qui concerne les militaires et marins, mais seulement pour les jugements déclaratifs de leur décès.

La notion de « fait de guerre, » doit être interprétée dans le sens le plus large, et c'est à dessein que le législateur n'en a donné aucune définition précise, craignant que la jurisprudence ne l'interprète restrictivement. C'est ainsi qu'un accident, conséquence indirecte mais certaine des opérations de guerre sera suffisant pour motiver une déclaration de décès.

Si la disparition n'est pas dûment constatée, et qu'il ne soit pas possible de déterminer dans quelles circonstances elle s'est produite, il y a lieu d'intenter une demande en déclaration d'absence.

Cette demande peut être formée par toutes personnes intéressées, c'est-à-dire l'époux, les héritiers présumptifs, les créanciers et toutes autres personnes ayant un intérêt né et actuel. Le ministère public peut également d'office intenter une action en déclaration d'absence.

Le Tribunal compétent est celui du domicile du disparu.

Toute demande donne lieu à une enquête administrative. A cet effet la requête et les pièces justificatives sont transmises par le Procureur de la République au Ministère de la Guerre, de la Marine ou de l'Intérieur, selon qu'il s'agit d'un militaire, d'un marin ou d'un civil, et elles sont retournées avec tous les renseignements qu'on a pu recueillir.

La demande est rendue publique par une insertion au Journal Officiel, et c'est à partir de cette

publication que court le délai de six mois avant lequel l'absence ne peut être déclarée. Le Tribunal statue sur le rapport d'un juge ; il a la faculté d'ajourner sa décision pendant un délai qui ne peut excéder une année, si des documents fournis il résulte qu'il n'y a pas lieu de présumer le décès du disparu. Il peut aussi ordonner l'enquête prévue par l'article 116 du Code Civil.

Les délais sont encore abrégés dans une mesure plus large que dans la loi du 13 janvier 1817. C'est ainsi que l'absence peut être déclarée lorsqu'il se sera écoulé plus d'une année après la cessation des hostilités, sous réserve que le jugement définitif de déclaration d'absence ne pourra intervenir avant l'expiration d'un délai de six mois à compter de l'annonce faite au Journal Officiel. La loi de 1817 portait que le jugement ne devait avoir lieu qu'un an après l'accomplissement des mesures de publicité.

L'envoi en possession provisoire, à charge de fournir caution ou de faire emploi peut être demandé sans délai, même si l'absent a laissé une procuration. Bien plus, si l'absent a disparu dans des circonstances faisant présumer son décès, le Tribunal a la faculté de réduire à un minimum de cinq ans, le délai fixé à trente ans par le Code Civil pour l'envoi en possession définitif.

La loi de 1817 ne s'était pas préoccupée de ce fait et, dans son silence, c'était toujours le délai de trente ans qui s'imposait.

Sur ce premier point, on le voit, il n'y a pas eu de

grandes modifications de la loi de 1817, le législateur s'est borné à réduire les formalités et à abréger certains délais. C'est évidemment quelque chose, mais le point le plus important de la loi réside dans son article 9 qui traite de la déclaration judiciaire du décès. Cet article a été ajouté au projet de loi de 1917, qui pour le reste n'a subi que des transformations insignifiantes. Le législateur de 1919 a voulu fournir aux familles des disparus un moyen pratique d'obtenir, dans un délai relativement rapproché, la déclaration judiciaire de décès, qui seule aboutit à une situation nette. Ce n'est d'ailleurs que l'extension aux disparus de la loi du 3 décembre 1915 que nous avons déjà étudiée.

Les conditions rigoureuses auxquelles la loi du 3 décembre subordonne la déclaration de décès, conditions que la prudence imposait à l'époque où elle a été promulguée, ne sont plus nécessaires aujourd'hui. Par suite de la rentrée en France des populations civiles emmenées en captivité et du retour des prisonniers, les doutes qui pouvaient subsister sur la plupart de ceux qui ont été portés disparus sont excessivement rares. C'est en vue de mettre fin aux situations pénibles créées par l'incertitude de leur sort que la nouvelle loi dans son article 9 dispose que si deux ans se sont écoulés depuis la disparition constatée, et si cette disparition a sa cause dans un fait de guerre, le tribunal tenu sera de prononcer un jugement déclaratif de décès.

La preuve de la disparition résulte de « l'acte

de disparition » dont il a été parlé plus haut.

La différence entre les deux lois est donc considérable. A la présomption de décès qui ne pouvait se baser elle-même que sur des présomptions graves, précises et concordantes, succède une autre présomption tirée de la longueur même du temps pendant lequel la disparition s'est prolongée.

Au cours de la discussion du projet au Sénat, le rapporteur, M. Lebert, a indiqué les raisons qui font que la loi de 1915 ne répond plus aux nécessités actuelles : « Aux chances de survie qu'il fallait ménager, dit M. Lebert, se substituent, hélas, les chances de mort qu'il faut bien admettre. Aussi l'article 9 est-il impératif; les Tribunaux devront prononcer le décès lorsque les conditions de la loi seront remplies. »

Toutefois, pour écarter les possibilités d'erreur, le deuxième alinéa de l'article 9 prévoit que la décision ne pourra intervenir que six mois après le décret fixant la fin des hostilités.

L'article II de la loi permet au disparu qui reparait ou donne de ses nouvelles de poursuivre l'annulation du jugement déclaratif de décès. Si son conjoint a contracté un nouveau mariage, cette union qui se trouve annulée est considérée comme mariage putatif, et les enfants qui en seraient issus seraient considérés comme légitimes.

Les jugements déclaratifs de décès, tout comme pour la loi du 3 décembre 1915 doivent être transcrits sur les registres de la commune du dernier

domicile du défunt, et sont opposables aux tiers.

Telles sont les mesures prises par le législateur pour régler la situation des disparus. Les requêtes présentées devant les tribunaux sont très nombreuses ; un nombre considérable de jugements déclaratifs de décès a été prononcé. Par contre les demandes en déclarations d'absence sont excessivement rares.

Les deux formules imprimées jointes à la fin de cet ouvrage et employées par les parquets, l'une relative à l'application de la loi du 3 décembre 1915, l'autre à celle du 25 juin 1919, font bien ressortir la différence qui existe entre ces deux lois.

III. — La transcription des jugements déclaratifs de décès.

Les lois du 3 décembre 1915 et du 25 juin 1919 ordonnent la transcription des jugements déclaratifs de décès sur les registres de la commune du dernier domicile du défunt. Cette disposition résultait déjà de la loi du 8 juin 1893 qui avait modifié l'article 92 en ce sens. Enfin la loi du 20 novembre 1919 relative à la transcription des actes de l'État Civil en général, a, dans son article 6 modifié la disposition finale du premier alinéa de l'article 92 du Code Civil, et réglé d'une façon plus complète et plus pratique la transcription des jugements déclaratifs de décès sur les registres des mairies.

L'article 92 du Code Civil était ainsi conçu : « Tout jugement déclaratif de décès sera transcrit à sa date sur les registres de l'État Civil du dernier domicile ou, si celui-ci est inconnu à Paris. Il sera fait mention du jugement et de sa transcription en marge des registres à la date du décès. »

Cette disposition, qui était très suffisante en temps de paix, a rencontré de grandes difficultés pendant la guerre à cause du nombre considérable de jugements déclaratifs de décès qui ont été rendus, et les inconvénients qui ont résulté de la confusion apportée sur les registres des mairies par l'application de l'article 92, ont amené le législateur à éditer des dispositions

spéciales relativement à la transcription de ces jugements.

■ L'article 6 de la loi du 20 novembre 1919 est ainsi conçu : « Il sera fait mention du jugement et de sa transcription en marge des registres à la date du décès, si l'original de l'acte de décès avait dû figurer sur ces registres à cette date ; si la transcription seule de l'acte avait dû figurer sur les registres de l'État Civil du dernier domicile, une mention sommaire du jugement figurera à la suite de la table annuelle des registres de l'année du décès, et s'il y a lieu, à la suite de la table decennale. » L'original de l'acte de décès est dressé dans la commune où le décès s'est produit, que cette commune soit ou ne soit pas celle où le défunt était domicilié ; la transcription de cet acte doit être faite dans la commune du dernier domicile du défunt, même si le décès s'est produit ailleurs.

Les dispositions de la loi du 20 novembre 1919 ont été nécessitées par les conséquences de la guerre qui a démontré, avons nous dit, les inconvénients de ces prescriptions.

En temps de paix, en effet, quand un décès n'a pas été déclaré à la Mairie, soit par négligence, soit par intention criminelle, et que, plus tard, un jugement tient lieu d'acte de décès, il peut être utile de mentionner le jugement en marge des registres à la date du décès, parce que l'original de l'acte aurait dû figurer à cette date sur ces registres. Mais il en est tout autrement si le décès s'est

produit aux armées, car alors la transcription de l'acte de décès régulier prend place dans les registres plusieurs mois, quelquefois plusieurs années après le décès. Parmi les morts de la bataille de la Marne, par exemple, un grand nombre ont eu leurs actes de décès transcrits sur les registres des communes où ils étaient domiciliés, en 1915, 1916 et même plus tard. Aujourd'hui encore de nombreux jugements déclaratifs de décès sont prononcés pour les morts ou disparus de 1914, et ces jugements déclaratifs sont en nombre considérable, c'est à cette époque qu'on relève le plus de disparus, nous avons expliqué plus haut les raisons de ce fait. Or il est arrivé que dans presque toutes les communes, les marges des actes de décès sont surchargées, pour les époques correspondant aux grandes batailles, de mentions ne se rapportant pas aux actes en face desquels elles sont placées. Cet inconvénient est particulièrement sensible à la Mairie du 1^{er} arrondissement de Paris qui reçoit les décès de tous les militaires dont le dernier domicile est inconnu, et dans les mairies qui n'ont qu'un seul registre pour les naissances, les mariages et les décès. On trouve des exemples de jugement déclaratif de décès transcrits en marge d'actes de naissance ou de mariage. Et même, dans certains cas, il a été impossible de procéder à la transcription, les marges étant complètement encombrées et la place faisant défaut.

Comme le dit M. Leredu dans son rapport : « Il en résulte dans les marges une confusion inexprimable,

surtout pour les périodes correspondant aux grandes batailles, Charleroi, la Marne, l'Yser, Verdun, la Somme, etc. Loin de faciliter les recherches, ces mentions mises en regard d'actes concernant d'autres défunts s'entrecroisent, se serrent les unes contre les autres, empiètent sur le haut des pages, sur tous les blancs disponibles. »

Avec le système de la loi du 20 novembre 1919, cette confusion est évitée. Ainsi si un jugement déclaratif intervient en 1923 au sujet d'un homme mort en 1921, la table decennale 1913-1922 étant close au jour où le jugement sera rendu, il y aura lieu de mentionner sommairement le jugement à la suite de la table de l'année 1921 et à la suite de la table décennale 1913-1922.

Si au contraire, le décès avait eu lieu en 1920 et le jugement en 1921, la table décennale 1913-1922 mentionnant déjà le nom du défunt, dans la liste générale alphabétique, à propos de la transcription du jugement, il serait inutile de le mentionner encore dans la liste supplémentaire qui suivra la précédente.

Les dispositions de l'article 6 ont donné des résultats appréciables et ont permis aux Maires de tenir les registres avec beaucoup plus d'ordre et de clarté, qualités indispensables au bon fonctionnement de l'État Civil et à la délivrance rapide et sans erreurs des expéditions de ces actes.

La transcription des jugements déclaratifs de décès a été également simplifiée par l'article 3 de la loi du 20 novembre 1919 qui a modifié l'article 858 du Code

de Procédure Civile. Dorénavant le dispositif du jugement seul devra être expédié au Maire de la commune du dernier domicile du défunt à fin de transcription sur les registres. C'est en effet le dispositif seul qu'il est intéressant de connaître. Outre que les motifs sont parfois très longs à recopier, et sans utilité aucune, il arrive souvent que le secrétaire de Mairie, ou le Maire lui-même est incapable de distinguer où s'arrêtent les motifs, et où commence le dispositif d'un jugement.

Naturellement, pour qu'une telle réforme soit réalisable, il était nécessaire que le dispositif fasse connaître nettement, sans confusion possible, l'identité des parties intéressées, les noms, prénoms, qualités, et toutes énonciations capables d'éviter des confusions. La circulaire du Garde des Sceaux en date du 12 décembre 1919 contient une série d'instructions adressées aux avoués et aux parquets dans ce sens. Les expressions impersonnelles, telles que : le susnommé, le de cujus, doivent être remplacées par les expressions indiquant la véritable identité du défunt.

Nous avons déjà fait remarquer que les requêtes imprimées employées par le parquet de Nîmes, de même que les jugements du Tribunal ne sont pas en harmonie avec les dispositions de l'article 3 de la loi du 20 novembre 1919. Elles ordonnent, en effet, la transcription littérale du jugement et contiennent la mention « le susnommé ». On doit les compléter en les remplissant.

CHAPITRE III

La Rectification administrative des actes de décès et des transcriptions de jugements déclaratifs

On comprend facilement qu'avec le système de législation de guerre que nous venons d'étudier, soit pour la confection des procès-verbaux de décès aux armées, soit par la déclaration judiciaire des mêmes décès, de pareils actes contiennent des erreurs, erreurs inévitables malgré toutes les mesures prises pour les éviter. Un grand nombre de ces actes contient également des lacunes. Cela tient à ce que les officiers qui sont chargés de les établir n'ont pour la plupart du temps, que des renseignements incomplets ou erronnés. Dès que les premiers actes de décès dressés aux armées furent reçus dans les mairies de l'intérieur, on s'aperçut que la plupart d'entre eux étaient inexacts ou incomplets. Pour faire rectifier ces erreurs et combler ces lacunes, il était nécessaire de s'adresser aux tribunaux et de se conformer aux articles 99 et 100 du Code Civil, 855 et suivants du Code de Procédure Civile. De là une procédure compliquée, de longue durée et relativement coûteuse (à moins qu'elle n'ait lieu d'office). En effet, cette procé

ture comprend la transcription de l'acte sur les registres de l'Etat Civil, la levée d'une expédition et l'envoi de cette pièce au Parquet, le rapport d'un juge et les conclusions du Ministère Public, et enfin un jugement du Tribunal dont copie est transmise au Maire et transcrite in extenso sur les deux registres, et qui doit, en outre, être mentionnée en marge de l'acte primitif.

Telles étaient les formalités à remplir pour rectifier un acte de l'Etat Civil au début de la guerre, elles ont été il est vrai simplifiées par la loi du 20 novembre 1919 (Ordonnance du Président du Tribunal remplaçant dans les cas très simples les jugements, transcription du dispositif seul, etc.)

Cette loi est arrivée beaucoup trop tard, et déjà le Préfet de la Seine, se rendant compte de la confusion qu'allait apporter sur les registres la transcription d'un si grand nombre de jugements, autorisait par une circulaire en date du 19 octobre 1914 les Maires de Paris à tenir un double exemplaire d'un registre spécial aux transcriptions des actes de décès. Ce registre spécial, indépendant du registre général, pouvait même recevoir les transcriptions ordinaires des actes de décès, déjà nombreuses en temps de paix, prévues par l'article 80 du Code Civil (décès des non mobilisés dans les hôpitaux ou autres établissements publics.)

De plus on ne tarda pas à s'apercevoir que les tribunaux allaient bientôt être submergés par le travail de rectification qui devenait nécessaire.

C'est pourquoi, dès les premiers mois de la guerre, les pouvoirs publics songèrent à instituer un mode de rectification plus simple, plus rapide et sans frais pour les intéressés. Un projet de loi déposé le 3 juin 1915 sur les bureaux de la Chambre des députés, devait devenir rapidement la loi du 30 septembre 1915.

Cette loi qui fonctionna d'une façon parfaite pendant deux ans et demi fut remplacée par celle du 18 avril 1918 qui compléta la première et l'étendit à d'autres catégories de personnes.

Nous allons donc exposer le mécanisme de la loi du 30 septembre 1915. et nous indiquerons ensuite les modifications apportées en 1918.

La première question à examiner est celle de savoir à quels actes s'appliquait la loi du 30 septembre. Elle ne s'applique qu'aux actes dressés par les autorités militaires. Un acte de décès dressé par les autorités municipales, même dans la zone des armées ne peut être rectifié que par jugement. Cela résulte des termes de l'art. 1^{er} in fine qui parle des « modifications en marge de l'acte original sur les registres, après le dépôt prescrit par le paragraphe 4 de l'article 95 du Code-Civil. » Or ce dépôt prescrit par le paragraphe 4 de l'article 95 ne concerne que les registres tenus par les autorités militaires. Les registres tenus par les municipalités ne sont pas déposés aux archives du Ministère de la Guerre à la fin de la campagne et il serait impossible au Ministre de mentionner les modifications en marge de l'original.

D'autre part, hors de la zone des armées, aucun

acte de décès ne peut être dressé que par les autorités civiles. On en trouve la double affirmation : 1° dans la circulaire du Garde des Sceaux en date du 8 Juillet 1915. 2° dans la réponse du Ministre de la Guerre à une question écrite de M. Reymonencq sénateur, publiée au Journal Officiel du 17 septembre 1915 : « En dehors des armées, les officiers gestionnaires des hopitaux ne sont pas officiers de l'Etat Civil et doivent donner avis du décès dans les vingt-quatre heures à l'officier municipal du lieu, qui dresse l'acte sur les registres de la commune »

Cette formalité supplémentaire en dehors de la zone des armées se comprend d'ailleurs facilement. Les registres municipaux sont tenus en double exemplaire, ne se déplacent pas, et les municipalités peuvent du jour même de la déclaration délivrer des expéditions des actes de décès transcrits sur leurs registres.

Au contraire les registres militaires sont tenus en simple exemplaire, et suivent l'officier rédacteur dans tous ses déplacements. Ils peuvent être perdus ou détruits, le cas s'est présenté assez souvent. De plus des expéditions ne peuvent être délivrées que par la mairie qui aura opéré la transcription, c'est-à-dire quelquefois plusieurs mois après le décès.

Voyons en second lieu quelles sont les conditions d'appréciation de la loi du 30 septembre 1915 :

La rectification administrative ne peut porter que sur les erreurs matérielles et les lacunes de l'acte de décès ; Il faut donc que le décès soit certain et que l'identité du décédé ne fasse pas de doute.

Nous avons vu plus haut qu'il peut arriver que l'acte de décès soit dressé sans que les formalités de l'article 77 du Code Civil soient accomplies.

D'autre part, l'identité du décédé peut être fortement mise en doute ; ou bien le cadavre aura été enseveli ou incinéré sans qu'on ait pu, en raison de son état de décomposition, faire les recherches nécessaires pour établir d'une façon certaine son identité, ou bien les indices auront été insuffisants : le soldat peut avoir perdu sa médaille d'identité ; nombreux étaient ceux qui l'attachaient au poignet et dont le bras a été emporté, sans compter les cas très nombreux où le soldat portait la médaille d'un camarade tué, afin de la faire parvenir à sa famille, etc...

Il faut aussi se rendre compte du grand nombre de soldats qui portaient le même nom et souvent le même prénom. Il est fréquent que dans le même régiment plusieurs soldats puissent être pris l'un pour l'autre. Il est donc prudent de faire des réserves sur l'identité des décédés dont on n'a pas la filiation exacte.

Dans la zone de l'intérieur les détails de l'acte de décès sont parfois insuffisants pour établir la véritable identité, et le signalement du défunt ne peut pas permettre de déterminer d'une façon certaine à qui s'applique l'acte de décès qui a été dressé dans tel hôpital ou telle formation sanitaire, et qui a été ensuite transcrit sur les registres de la commune dont dépend l'hôpital en question.

Il doit en effet renfermer certaines énonciations prescrites par l'article 79 du Code Civil (prénoms, nom, âge, profession, domicile de la personne décédée, prénom et nom de l'autre époux, si la personne décédée était célibataire, mariée ou veuve, prénoms, nom, âge, profession et domicile des déclarants, ainsi que des père et mère du décédé et le lieu de naissance).

Les erreurs ou omissions portant sur ces énonciations exigeaient un jugement. La loi du 18 avril 1918 a permis d'appliquer sur ce point, la rectification administrative. Il en est ainsi lorsque le nom du défunt, de son conjoint ou de ses père et mère a été mal orthographié, s'il y a des erreurs dans les prénoms de ces personnes, si le défunt a été porté célibataire alors qu'il était marié, ou comme marié alors qu'il était veuf, mais nous avons dit qu'il ne doit y avoir aucun doute sur le fait du décès ou l'identité du défunt. Dans le cas, par exemple où l'officier remplissant les fonctions d'officier de l'Etat Civil aurait mentionné sur l'acte qu'il n'avait pas constaté lui-même le décès, cette mention qui porte sur le fait même du décès ne saurait être rectifié administrativement ; car, ainsi que l'ont dit les rapporteurs de la loi à la Chambre et au Sénat, « la rectification doit respecter la matérialité de l'acte et la responsabilité de celui qui l'a établi. »

La transcription des actes de décès des militaires doit se faire, tant d'après la loi du 8 juin 1893 que d'après celle du 30 septembre 1915 à la Mairie du

dernier domicile du défunt, et si ce domicile est inconnu, à Paris.

Le dernier domicile est le domicile légal avant le départ sous les drapeaux, soit pour accomplir le service dans l'armée active, soit pour répondre à l'ordre de mobilisation. Il est parfois très difficile de trouver le dernier domicile d'un soldat décédé ; un cas très intéressant s'est présenté devant la Cour de Nîmes, le capitaine Petitjean Roger, âgé de plus de 50 ans, étant mort, son dernier domicile devait être Tournon où il habitait avec ses parents à l'âge de 18 ans, avant son entrée à l'Ecole Polytechnique. Les différentes garnisons par où passe un militaire sont considérées comme résidence et non comme domicile. Or malgré plusieurs enquêtes, la famille du capitaine Petitjean était inconnue à Tournon, d'où elle était partie depuis plus de 30 ans, et aucun renseignement la concernant n'a pu être recueilli dans cette ville.

Très souvent aussi, les réservistes avaient avant le 2 août 1914 négligé de signaler leur dernier domicile à l'autorité militaire ; il en est résulté de nombreux conflits qui attribuaient plusieurs « dernier domicile » à un même soldat. L'indication du véritable domicile peut être rectifié par voie administrative.

La loi de 1893 prescrit que si le dernier domicile est inconnu, la transcription de l'acte de décès, doit être faite à Paris, à la mairie du 1^{er} arrondissement.

Les actes de décès qui parviennent aux mairies doivent être transcrits sans modification, alors même

que le Maire aurait la certitude de l'inexactitude des énonciations portées dans l'acte. Avant la guerre, l'autorité judiciaire était exclusivement compétente pour prononcer sur la demande en rectification (décision du Ministère de la Justice du 13 novembre 1876), et un avis du Conseil d'État, en date du 12 Nivôse, an X, dit que l'officier de l'État Civil, ou même le Procureur de la République ne peuvent opérer d'eux mêmes, de leur autorité privée, une rectification sur les registres. Cependant, au début de la guerre surtout, la tentation a été trop forte, et très certainement, lorsque la rectification ne portait que sur un point insignifiant, l'orthographe d'un nom, par exemple, les employés des mairies n'ont pas hésité à redresser et à compléter l'acte de leur propre autorité. Le plus souvent même, ils pensaient qu'ils pouvaient opérer ainsi.

Le père, le frère ou la veuve du soldat décédé fournissaient les renseignements exacts, appuyés parfois de la production d'actes authentiques (actes de naissance, mariage, etc.,) et dans la transcription on utilisait les documents produits. M. Edouard Lévy, secrétaire de la Commission de l'État Civil cite une phrase entendue par lui dans une grande ville de l'Ouest : « Les actes de décès sont le plus souvent incomplets, nous y remédions lorsque les soldats sont nés ou mariés dans notre ville. » On voulait simplement éviter aux familles les lenteurs et les frais d'un jugement rectificatif. Il y a lieu de signaler tout particulièrement à cette occasion trois articles publiés

par le « Petit Journal » dans ses numéros des 14 janvier, 18 mai et 9 juin 1915. M. Lecoq qui a signé ces articles, cite l'exemple de M. Jules Barthe, chef de Bureau à la mairie de Perpignan qui ne transcrivait les actes que « lorsque ils ont pu être rédigés de façon complète, sans erreurs ni lacunes. » C'est ainsi qu'il a pu reconnaître qu'un soldat dont on lui ordonnait de transcrire l'acte de décès, la mort ayant eu lieu le 22 mars, avait encore écrit à sa femme le 3 mai.

Mais ce sont là des cas isolés, et il eut été dangereux de confier aux autorités municipales, sous leur seule responsabilité, le soin de rectifier les actes de décès. Un acte paraissant erroné et intéressant un soldat mort, peut très bien être applicable à un autre soldat portant le même nom, mais domicilié dans une autre commune, si l'erreur porte seulement sur la désignation du domicile.

On voit donc, par tous ces exemples, que d'une part les maires ne pouvaient pas être qualifiés pour opérer des rectifications de leur propre autorité dans les actes dressés aux armées et qu'on leur demandait de transcrire, et d'autre part il fallait trouver un moyen d'éviter aux familles des décédés les frais d'un jugement rectificatif.

Avec le système de la rectification administrative inauguré par la loi du 30 septembre 1915, satisfaction complète a été donnée aux intéressés en ce qui concerne la gratuité et aussi la rapidité.

Remarquons toutefois, qu'avant cette loi, la plupart

des requêtes tendant à la rectification des actes de décès des militaires morts au front, étaient présentées par le Ministère Public, et ne coutaient aussi rien aux familles.

Afin d'éviter toute erreur, les bordereaux d'envoi du Ministère de la Guerre contiennent la note suivante : « Avant de transcrire l'acte inclus, M. le Maire est prié de vouloir bien examiner s'il contient quelque erreur ou lacune. Dans le cas de l'affirmative, il ne procèdera pas à la transcription, mais renverra l'acte au Ministère avec le présent bordereau, signalera les erreurs ou lacunes, et joindra toutes pièces d'Etat Civil à l'appui de ses déclarations. »

Par application de la loi du 30 septembre 1915, la rectification dudit acte sera alors effectuée par le Ministère de la Guerre, seul qualifié pour y procéder.

Voyons à présent le fonctionnement de cette loi : Nous avons déjà dit que la rectification administrative ne pouvait avoir lieu que pour les actes de décès dressés dans la zone des armées par l'autorité militaire. Nous verrons plus loin que la loi du 18 avril l'a étendue aux actes dressés par les autorités municipales et même par les autorités étrangères, alliées, neutres ou ennemies.

Il en résultait des situations quelquefois bizarres. M. Edouard Caniot cite l'exemple de deux soldats blessés dans une tranchée située au Nord de Reims. Le premier succombant sur place, son acte de décès fut dressé par un officier de l'Etat Civil militaire ;

le second fut transporté dans un hôpital de Reims et succomba quelques heures après. L'acte fut dressé par le Maire de cette ville. Or les deux actes se trouvaient incomplets ; le premier pût être rectifié par voie administrative, mais le second ne pût l'être que par la voie judiciaire ; il fut transcrit à Nanterre, lieu du dernier domicile du défunt, et c'est le Tribunal de la Seine qui, à la requête du Procureur de la République a rectifié cet acte, et non le Ministre de la Guerre.

L'article 1^{er} de la loi donne compétence, en effet, au Ministre de la Guerre pour les soldats, et au Ministre de la Marine pour les marins ; il en est résulté, dès les premiers mois de l'application de la loi un encombrement énorme causé par le retour d'un grand nombre d'actes à rectifier.

D'ailleurs, il n'est pas nécessaire de refaire l'acte entièrement ; les rectifications sont simplement ajoutées à la suite de l'acte de décès qui est retourné à la Mairie en vue de la rectification à opérer sur les registres. La même rectification est opérée sur le registre de l'Etat Civil tenu par l'officier qui a dressé l'acte de décès une fois que ce registre a été déposé dans les archives du Ministère.

Les instructions données par le premier alinéa de la loi visent le cas où l'acte est parvenu à la Mairie après sa promulgation. C'est avant de le transcrire que le Maire doit faire opérer toute rectification qu'il juge utile. Mais comme le Ministre, pas plus que l'officier de l'Etat Civil militaire ne possède les pièces

nécessaires pour compléter ou rectifier un acte, et lui permettre d'y faire figurer toutes les énonciations prévues par l'article 79 du Code Civil, c'est le Maire qui doit indiquer, en renvoyant l'acte à rectifier, les erreurs et les lacunes de cet acte.

Il est donc obligé de convoquer la famille du décédé, chose facile dans une petite ville où tout le monde se connaît, mais quelquefois impossible quand la famille a quitté le pays, et c'est le cas le plus fréquent dans les communes voisines du front.

Si la famille du défunt reste introuvable, on peut recourir aux actes de naissance ou de mariage, s'ils existent dans cette commune, mais ce procédé est dangereux à cause des confusions qui peuvent avoir lieu.

Certaines mairies ont été tellement débordées par ces enquêtes à faire pour la plupart des actes reçus, qu'il leur a été impossible de procéder de cette façon; et même la Mairie du premier arrondissement de Paris, à laquelle on renvoie, en vue de transcription la plupart des actes de décès des militaires, soit domiciliés à l'étranger, soit en pays envahis ou dont le domicile est inconnu, s'est fait faire un tampon en caoutchouc dont voici la reproduction : « Cet acte a été transcrit malgré les lacunes qu'il contient, la mairie n'ayant pas eu la possibilité de faire d'enquête en raison... »

Quoiqu'il en soit le Maire doit retourner au Ministère de la Guerre l'original de l'acte de décès qu'il a reçu. On a cité le cas d'un pareil acte qui, à force

de faire le va-et-vient a fini par se perdre. La Mairie, qui n'en avait pas gardé copie, fut dans l'obligation de refuser une expédition à la famille du défunt, et plus tard, un jugement dût intervenir pour y suppléer.

Le Ministre renvoie l'acte au Maire du dernier domicile du défunt après l'avoir rectifié, et cette rectification doit être transcrite à la suite de l'acte primitif et non pas en marge.

L'article 2 prévoit le cas où l'acte de décès a été dressé et transcrit avant la promulgation de la loi du 30 septembre. « Le Ministre compétent pourra, sur la requête soit de l'officier de l'État Civil, qui a procédé à la transcription, soit du Procureur de la République de l'arrondissement, soit des parties intéressées, soit d'office, opérer toutes adjonctions et rectifications conformément à l'article précédent ». Ceci s'applique même aux actes transcrits après la promulgation de la loi. Il arrive en effet assez souvent, que malgré toutes les précautions prises, l'erreur apparaît seulement lorsqu'on veut faire usage d'une expédition de l'acte de décès. A ce moment, l'acte est déjà transcrit, et rien ne s'oppose à ce qu'on ajoute en marge une mention rectificative de l'acte.

Les actes de décès des Français morts en territoire ennemi, sont dressés par les autorités ennemies ; fréquemment ils contiennent de nombreuses erreurs relatives à l'orthographe, soit des noms et des prénoms, soit des lieux de naissance et de domicile ; les renseignements relatifs à la filiation ou à l'état matri-

monial manquent souvent. L'article 3 de la loi décide que de pareils actes pourront être rectifiés administrativement et transcrits sur les registres de la commune du dernier domicile si les conditions visées par l'article 1^{er} sont remplies, c'est-à-dire si l'identité du défunt et le fait du décès ne sont pas douteux. Il s'agit ici non seulement des prisonniers civils ou militaires, mais aussi des soldats morts sur le champ de bataille et dont le corps a été inhumé ou incinéré par les Allemands.

C'est la première fois qu'une loi prévoit le cas de la transcription des actes de décès dressés par les autorités ennemies. On aurait pu hésiter à s'en rapporter aux assertions des Allemands, mais devant l'absence de tout autre moyen, on a été forcé d'accepter les seuls témoignages qui puissent arriver à notre connaissance.

Enfin le dernier article de la loi du 30 septembre 1915 porte que la rectification administrative ne fera pas obstacle, s'il y a lieu, à une rectification judiciaire ultérieure. Dans le cas où la première serait refusée, il pourrait également être formé une instance devant le tribunal en rectification de l'acte de décès.

Telles sont les dispositions de la loi qui a institué, en France, la rectification des actes de décès par voie administrative. Les résultats obtenus ont été considérables, cependant cette loi présentait elle-même des lacunes, et son application, dans certains cas était impossible. C'est pourquoi la loi du 18 avril 1918 est intervenue pour compléter et modifier sur certains points la loi du 30 septembre 1915.

La loi du 18 avril 1918 permet d'appliquer la rectification administrative non seulement aux actes de décès concernant des militaires ou des marins de l'Etat, mais aussi à ceux qui intéressent les personnes employées à la suite des armées, et même des personnes non militaires, si leurs actes de décès ont été dressés par des militaires dans des forts et places fortes assiégées.

Ce mode de rectification peut dorénavant intervenir quelle que soit l'autorité par laquelle l'acte de décès du militaire a été dressé (officier de l'Etat Civil militaire, officier de l'Etat Civil municipal, consul) et quelle que soit sa nationalité (autorité française, étrangère, alliée, neutre ou ennemie).

La procédure de rectification administrative peut intervenir d'office, c'est-à-dire sur l'ordre du Ministre de la Guerre ou de la Marine, ou à la requête soit des parties intéressées, soit de l'officier de l'Etat Civil qui a dressé ou transcrit l'acte, soit enfin du Procureur de la République de l'arrondissement dans lequel l'acte a été dressé ou transcrit.

Si l'acte n'a pas encore été transcrit à la mairie du dernier domicile du défunt, le maire doit surseoir autant que possible à la transcription jusqu'à ce qu'il ait vérifié les énonciations de l'acte, soit en consultant les registres conservés dans les archives de la commune, soit en recueillant des renseignements auprès des familles des décédés.

La circulaire du Garde des Sceaux du 27 avril 1918 fait remarquer que deux énonciations font presque

toujours défaut dans les actes de décès des militaires, qu'ils soient dressés aux armées ou dans la zone de l'intérieur : on ne mentionne généralement pas dans ces actes la profession que le défunt exerçait dans la vie civile, et d'autre part, après les noms de ses père et mère, on omet trop souvent, même si les circonstances le comportent, les indications « son épouse, sa veuve, ou époux décédés. » Il va de soi qu'il y a généralement intérêt à ce que ces omissions soient réparées par voie de rectification administrative.

Si l'acte a été déjà transcrit, et si le maire s'aperçoit qu'il contient des omissions ou des erreurs, il doit envoyer une expédition au Ministre de la Guerre ou de la Marine qui rectifie et renvoie au maire l'expédition qui doit être transcrite sur les registres de l'année courante, à moins que l'acte de décès n'ait été déjà dressé ou transcrit dans la même commune. Dans ce dernier cas, il suffit de transcrire seulement la mention rectificative avec référence à l'acte par date et numéro d'ordre.

L'expédition une fois rectifiée, il y a lieu de faire effectuer la même rectification sur l'original.

La loi du 18 avril 1918 permet d'appliquer la rectification administrative aux erreurs ou omissions relevées dans les transcriptions de jugements déclaratifs de décès, rendus par application des lois du 8 juin 1893 et du 3 décembre 1915, mais à la condition que les points à rectifier ne portent ni sur l'identité du défunt, ni sur le fait du décès, ni même sur la date de celui-ci.

L'article 9 de la loi porte que plusieurs rectifications administratives d'un même acte peuvent avoir lieu successivement ; et l'article 10 que si l'acte de décès a été dressé par erreur, et qu'il n'est pas douteux que la personne est vivante, le Tribunal Civil de l'arrondissement de son domicile est compétent pour rectifier cet acte sans qu'il soit nécessaire de le transcrire préalablement.

Dans le cas où l'acte de décès contiendrait des énonciations qui ne doivent pas y figurer, telles que : suicidé, mort de telle maladie, passé par les armes, etc., si l'acte n'a pas été transcrit par une municipalité, la rectification sera faite par voie administrative. Si l'acte figure au contraire sur les registres municipaux de l'Etat Civil, la rectification sera de la compétence du Tribunal Civil de l'arrondissement dans lequel l'acte a été dressé ou transcrit.

Telles sont les dispositions de la loi du 18 avril 1918. Comme on le voit, cette loi, tout en respectant les principes de la loi du 30 septembre 1915, a singulièrement étendu le champ d'application de la rectification administrative, qui a été une des plus heureuses innovations de la législation de guerre.

Grâce à ces deux lois, de nombreux actes de décès ont pu être transcrit d'une façon définitive, conformément à l'article 79 du Code Civil ; la procédure de la rectification administrative, plus rapide et plus simple que celle de la rectification judiciaire a donné d'excellents résultats, et dans sa circulaire du 27 avril 1918, le Garde des Sceaux invite les Procureurs

de la République saisis d'une requête en vue de rectification d'Etat Civil, à retourner les pièces soit aux intéressés, soit aux officiers de l'Etat Civil, en leur conseillant de s'adresser au Ministre compétent en vue d'obtenir la rectification sollicitée, ou même de transmettre directement le dossier au Ministère de la Guerre ou de la Marine.

* *
*

CONCLUSION

Les différentes lois promulguées pendant la guerre et que nous venons d'examiner montrent les réformes considérables apportées dans l'État-Civil par le législateur. Ces réformes étaient devenues indispensables à cause des événements survenus au cours de ces dernières années, événements si considérables que jamais auparavant on n'avait songé à de pareilles dispositions légales. Dès les premiers jours des hostilités la nécessité de rendre plus rapides les déclarations des décès survenus sur le front, se fit sentir ; et l'impossibilité de dresser des actes complets amena naturellement les pouvoirs publics à y suppléer. Nous avons vu les changements qui se sont produits, et en particulier pour accorder une force probante incontestable à des actes qui n'ont rien d'authentiques, tels que les procès verbaux dressés aux armées par les officiers chargés de l'État Civil. Ces procès verbaux qui ne sont pas des actes de décès, qui ne sont pas transcrits sur les registres des communes, ont été cependant suffisants pour permettre aux veuves de guerre de contracter un second mariage. (Circulaire du Garde des Sceaux, en date du 23 septembre 1918.) Si quelquefois le fait s'est produit de

voir revenir le premier mari, on peut dire que presque toujours le décès mentionné sur le procès verbal était exact, et on a pu, dans la suite, le compléter et le faire inscrire sur les registres de la mairie du dernier domicile du défunt.

Nous avons vu également que les mesures prises pour transcrire les actes de décès sans confusion et sans encombrement des marges des registres, quoique venues trop tard, ont permis aux maires de délivrer rapidement des expéditions de ces actes.

Enfin la réforme la plus importante dans la matière qui nous intéresse, c'est la possibilité de faire rectifier les actes de décès par voie administrative. La loi du 30 septembre 1915 et après elle la loi du 18 Avril 1918 ont singulièrement allégé la tâche des tribunaux en leur enlevant le travail considérable qui découle de la rectification des nombreux actes de décès qu'ils auraient dû opérer. Cette réforme a été également d'une très grande utilité pour les familles des soldats morts, puisque elles ont pu posséder rapidement des expéditions d'actes de décès complets, et par conséquent entrer immédiatement en possession de la succession du défunt, sans compter la possibilité pour la veuve de se remarier. Cette dernière considération a souvent inspiré le législateur surtout à la fin de la campagne. Il fallait lutter contre la dépopulation, et par conséquent il fallait empêcher toute mesure capable de prolonger le veuvage des femmes dont le mari était mort.

La rectification administrative, si elle a été parfois

la cause d'erreurs grossières, dues quelquefois à sa rapidité, comme celles résultant des homonymes par exemple, a été une des plus heureuses énonciations de la législation de guerre.

Une tendance vers la simplification des formalités administratives s'est faite sentir. Reste à savoir ce qui va rester de cette législation de guerre. Dans d'autres domaines toutes les lois relatives à la défense nationale sont tombées en désuétude depuis la cessation des hostilités, et cela est compréhensible. En ce qui concerne l'Etat Civil, les lois sur le mariage par procuration, sur le consentement des parents restés en pays occupés, sur les déclarations des témoins mineurs aux armées, etc., ne peuvent plus recevoir d'application.

Les requêtes en déclaration de décès, soit des morts, soit des disparus, continuent à parvenir en grand nombre aux parquets ; de nombreux jugements sont rendus chaque mois par les tribunaux, et il ne semble pas que le nombre diminue.

Mais ce qu'il y a de plus intéressant, c'est que, malgré la fin de la guerre et la promulgation du décret de cessation des hostilités, la rectification administrative continue à jouer, et le Garde des Sceaux, dans sa circulaire du 12 décembre 1919, conseille aux parquets d'en avertir les intéressés afin que ceux-ci puissent poursuivre de cette façon toute rectification à apporter à un acte de décès.

D'ailleurs la législation de guerre a eu une certaine

influence sur le droit général, et la rectification des actes de décès par simple ordonnance du président du Tribunal est certainement une conséquence de la pratique de la rectification administrative.

La rectification judiciaire était compliquée par une procédure longue et coûteuse, la loi du 20 novembre 1919 a institué une procédure beaucoup plus simple et plus rapide en autorisant le Président du Tribunal à statuer par simple ordonnance quand la rectification à opérer ne présente aucune difficulté sérieuse, une erreur de plume, une omission banale, une déformation orthographique par exemple.

C'est un progrès considérable accompli dans la voie de la simplification des formalités, et on peut se demander pourquoi une rectification administrative ne pourrait pas intervenir même pour les actes de l'État Civil qui n'ont pas été dressés aux armées ? Du moment que la loi du 30 septembre 1915 fonctionne encore et donne d'excellents résultats, on peut très bien concevoir la possibilité d'une généralisation de cette loi et de son application à n'importe quel acte de l'État Civil.

Montpellier, le 26 Février 1921,

Vu : Le Président de la Thèse,

E. BECQUÉ.

Montpellier, le 26 Février 1921.

Vu : le doyen,

JULES VALÉRY.

VU ET PERMIS D'IMPRIMER :

Montpellier, le 26 Février 1921,

LE RECTEUR,

JEAN COULET.

Pourquoi il requiert qu'il vous plaise constater par jugement que le susnommé est mort pour la France
le
à

Ordonner que le jugement sera transcrit sur les registres des décès de la Commune de

de l'année courante et que mention sommaire du jugement et de sa transcription figurera à la suite de la table annuelle des *registres* de l'année du *décès*.

Au Parquet à Nîmes, le 192

Le Procureur de la République,

Soit, sur le rapport de M. Juge
que nous commettons à cet effet et les conclusions du
Ministère Public, statué ce que de droit par le Tribunal.

Nîmes, le 192

Le Président,

Vu la requête qui précède et les pièces à l'appui, ensemble la loi du 3 Décembre 1915, les articles 89 et suivants du Code Civil ainsi que les instructions de Monsieur le Ministre de la Guerre.

Attendu qu'il résulte des pièces produites que :

a été tué à l'ennemi le 191 , sur
territoire de

et est ainsi Mort pour la France ;

Qu'il importe de constater régulièrement ce décès.

Par ces motifs, le Tribunal jugeant publiquement,
ouï M.

Juge en son rapport, le Ministère Public entendu
constate que le susnommé

a été tué en combattant pour la France le
191 , sur le territoire de

Ordonne que le présent jugement tenant lieu de
l'acte de décès sera littéralement transcrit sur
les registre des décès de la commune de

de l'année courante et que mention en sera faite en
marge de chacun des registres de décès de la dite
commune à la date du 192 ,
jour du décès.

Ainsi jugé et prononcé en audience publique du
Tribunal de première instance séant à Nîmes (Gard)
première chambre, où étaient Présents MM. :

Président ;

{ Juges

Présents également M.

Procureur de la République et
commis-greffier.

Et a M. le Président signé le présent jugement
avec le greffier.

Loi du 25 Juin 1919

*A Messieurs les Président et Juges composant la
Première Chambre du Tribunal Civil de Nîmes.*

Le Procureur de la République a l'honneur de vous
exposer :

Que d'une enquête à laquelle il a été procédé par
les services de l'Administration de la Guerre il résulte
que le nommé,

dont le dernier domicile légal était à
a disparu le

Que cette disparition étant causée par un fait de
guerre et remontant à plus de deux ans, il y a lieu
de la tenir pour constante et de présumer que M.

est décédé le

Que cette présomption résulte de divers documents
communiqués notamment

Pourquoi il requiert qu'il vous plaise, vu l'article 9, de la loi du 25 juin 1919, constater par jugement que

est mort pour la France le

Ordonner que le jugement sera transcrit sur les registres des décès de la commune de

pour l'année courante et que mention sommaire du jugement et de sa transcription figurera à la suite de la table annuelle des registres de l'année du décès.

Au Parquet de Nîmes le

Le Procureur de la République,

Soit, sur le rapport de M.

Juge que nous commettons à cet effet et les conclusions du Ministère Public.

Statué ce que de droit par le Tribunal.

Nîmes le

192

Le Président,

Vu la requête qui précède et les pièces à l'appui, ensemble les lois des 3 décembre 1915, 25 juin 1919, 20 novembre 1919, les articles 88 et suivants du Code Civil.

Attendu qu'il résulte des pièces produites que

dont le dernier domicile légal était à

a disparu le

que deux années se sont écoulées depuis la disparition constatée, causée par un fait de guerre et que la date présumée décès doit être fixée au

Par ces motifs, le Tribunal jugeant publiquement, ouï M. Juge en son rapport, le Ministère Public entendu après en avoir délibéré, constate que le susnommé

a disparu le 191 sur le territoire de

Le déclare « Mort pour la France » à la date présumée du

ordonne que le jugement tenant lieu d'acte de décès sera littéralement transcrit sur les registres des décès de la commune de

de l'année courante et que mention sommaire du jugement et de sa transcription sera faite sur chacun des registres des décès de la dite commune adhérents à l'année du décès, à la suite de la table annuelle.

Ainsi jugé et prononcé à l'audience publique tenue le
par le Tribunal de 1^{re} Instance séant à Nîmes, Première Chambre ou étaient présents MM.

Président

} Juges

Présents également M
Procureur de la République et
commis greffier.

Et a M. Le Président signé le présent jugement
avec le greffier.

BIBLIOGRAPHIE.

Journal officiel du	9 juillet	1915	— page 4652.
»	17 septembre	1915	—
»	1 ^{er} octobre	1915	— page 6999.
»	5 décembre	1915	— page 8837.
»	20 avril	1918	— page 3412.
»	6 juillet	1918	— page 5818.
»	27 juin	1919	— page 6590.
»	21 novembre	1919	— page 13118.
»	22 juin	1920	—

Instruction Ministérielle du Ministre de la Guerre sur la constatation aux armées des disparitions, décès et inhumations. — 2 juin 1916.

DALLOZ. — Guerre de 1914. Documents officiels, 12^e volume.

EDOUARD LÉVY. — La Guerre et les actes de décès. — Lois nouvelles. — Novembre 1916.

Revue trimestrielle de droit civil : 1915 pages 53 et 551

» » 1917 page 505

» » 1918 pages 241 et 243

Lois nouvelles : 1916 — 3 — 22.

» 1916 — 1 — 153, 165 et 181.

» 1918 — 3 — 328 et 505.

» 1919 — 3 — 661.

» 1920 — 1 — 73.

» 1920 — 3 — 142.

SIREY. — Lois annotées — 1919 — page 908.

DALLOZ. — Recueil de jurisprudence — 1920 — 2 84.

L'Œuvre. — N^o du 18 octobre 1915.

Le Journal. — N^o du 13 septembre 1915.

Le Petit journal. — N^{os} des 14 février, 8 mai, 9 juin 1915.

Gazette des Tribunaux. — N^o du 16 octobre 1915. .

Manuel de l'Officier de l'Etat Civil. — 1910 — N^o 196.

Répertoire général du Notariat et de l'Enregistrement. —

N^o du 30 avril 1915.

— 15 octobre 1915.

— 15 décembre 1915.

— 15 janvier 1916.

— 30 mai 1916.

— 28 février 1917.

— 15 avril 1917.

— 30 juin 1917.

— 15 octobre 1917.

— 30 août 1919.

Traité pratique et Formulaire général du notariat. — 1919.

TABLE DES MATIÈRES

	Pages.
INTRODUCTION.....	7
CHAPITRE I	
Déroations aux dispositions légales relatives à la rédaction des actes de décès.....	13
1 ^{er}) Insertion dans les actes de décès de la men- tion « Mort pour la France. » ..	13
2 ^e) Déclaration de décès aux armées par des témoins mineurs	19
3 ^e) Dispense pour l'Officier de se transporter auprès de la personne décédée.....	23
CHAPITRE II	
Déclaration de décès par jugement.....	26
1 ^{er}) Jugements déclaratifs de décès en cas de mort certaine mais irrégulièrement cons- tatée	26
2 ^e) Déclaration d'absence et jugements déclara- tifs de décès en cas de disparition ..	44
3 ^e) Transcription des jugements déclaratifs de décès	56
CHAPITRE III	
La Rectification administrative des actes de décès et des transcriptions de jugements déclaratifs.	61
CONCLUSION....	79
